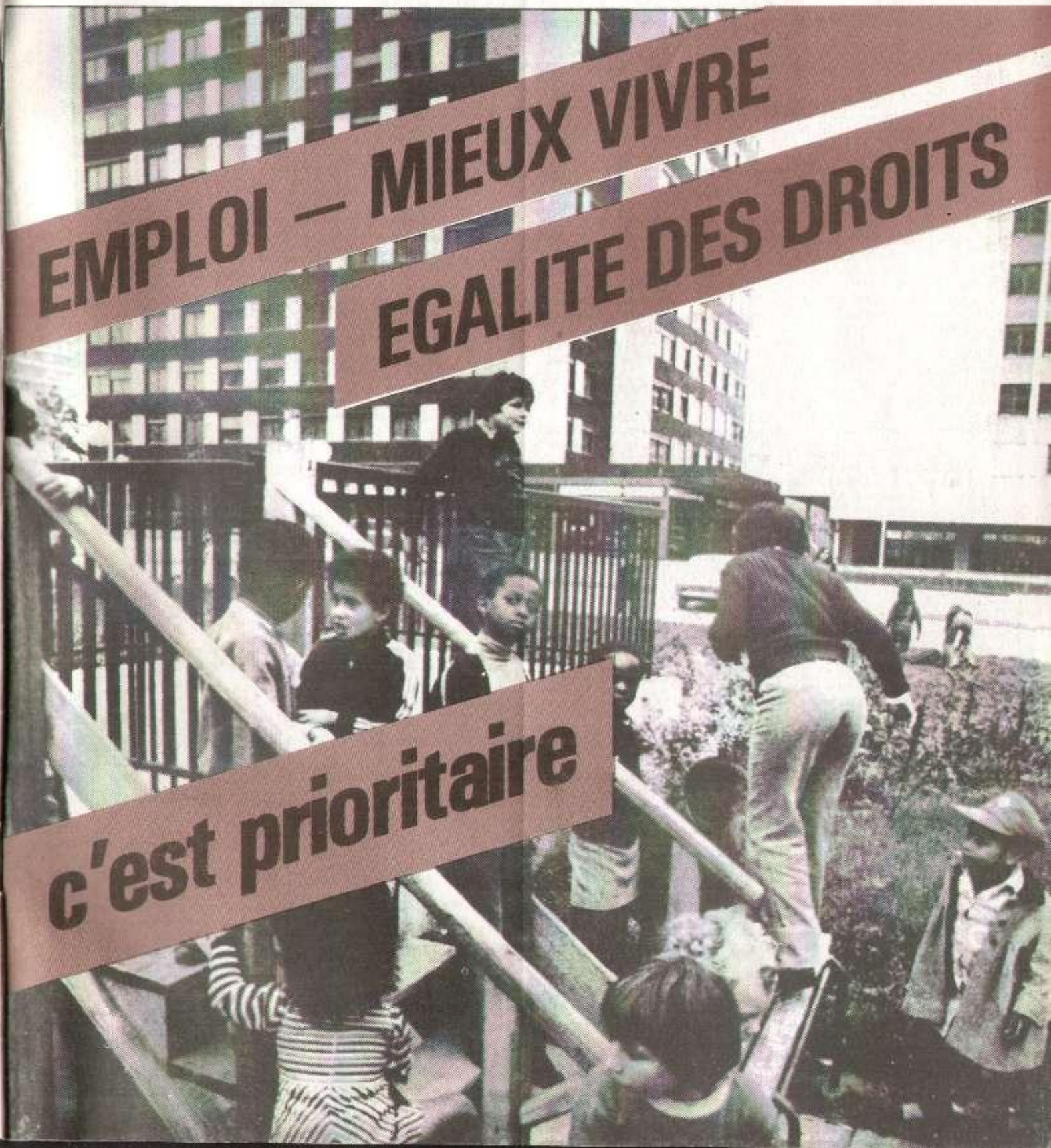
TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste

MENSUEL – N°15 – Décembre 1983 – 7,00 F

ISSN 0754-281 X



MESSAGES ADRESSES AU Ve CONGRES

• COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION DES STAGIAIRES ET ÉTUDIANTS DES COMORES (A.S.E.C.)

L'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC) adresse ses salutations militantes à tous les congressistes réunis au Ve Congrès de votre parti qui se tient du 29 au 1er. (...)

Votre Congrès se tient dans un contexte français et international assez complexe et trouble. (...)

Sur le plan international, le danger de guerre ne cesse de se préciser vu la rivalité de plus en plus acharnée des deux superpuissances dont les événements survenus ces dernières années dans les différentes parties du monde en sont la preuve. Mais cette rivalité marquée surtout par la course aux armements, trouve une résistance de plus en plus grande. Pendant qu'en Europe et aux USA, le mouvement pour la paix entraîne des millions de gens, dans les pays du Tiers Monde la lutte des peuples contre l'impérialisme et l'hégémonisme s'intensifie et remporte de grandes victoires.

Toutefois, on ne peut ne pas noter la situation paradoxale caractérisée par la crise que connaît le mouvement révolutionnaire mondial, en particulier le mouvement communiste international dans cette époque de tourbillon et de lutte.

Voilà pourquoi notre intérêt est de plus en plus grand dans votre contribution pour sortir le mouvement révolutionnaire de la situation qu'il connaît actuellement.

Au moment où se tient votre Ve Congrès, la lutte du peuple comorien contre l'impérialisme français, d'une part, et contre le régime mercenaire de Moroni avance à grands pas, avec à sa tête le Front démocratique qui s'est affirmé sur la scène politique comme le représentant véritable des intérêts du peuple comorien.

A la veille de la discussion au Parlement français de la question de l'île comorienne de Maore qui demeure encore sous le statut de «collectivité de type particulier de la République française», le Front démocratique vient de publier un document important en 8 points pour la réintégration de l'île comorienne de Maore dans l'ensemble comorien et le respect par la France de l'intégrité territoriale de notre pays. (...)

• F.E.N. YVES RIPOCHE, SECRÉTAIRE NATIONAL À L'ORGANISATION

Merci de votre invitation.

Saluez votre Congrès de la part de la FEN.

Nous lirons avec beaucoup d'attention les minutes de votre Congrès, dès lors que vous nous les aurez fait parvenir.

Nous vous souhaitons de fructueux travaux.

Veuillez croire, chers amis, à nos sentiments syndicalistes les meilleurs.

• TÉLÉGRAMME DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES (MAROC)

A l'occasion de la tenue de votre Ve Congrès, l'Union socialiste des forces populaires (USFP Maroc) tient à vous exprimer sa sympathie et sa solidarité et à saluer la lutte que vous menez pour davantage de démocratie et de justice et de progrès social.

Engagée à côté de notre peuple dans la lutte résolue pour la libération, la démocratie et le socialisme au Maroc, l'USFP demeure toutefois attentive à la lutte du peuple de France, solidaire avec ses forces progressistes et démocratiques.

Nous vous souhaitons plein succès.

• LE PRÉSIDENT DE FRANCS ET FRANCHES CAMARADES

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez aux travaux de notre organisation. Nous pensons que la mise en place d'une politique d'éducation globale pour l'enfance et la jeunesse est une nécessité primordiale pour notre pays. Moins de vingt ans avant l'an 2000, nous percevons les modifications considérables dans les domaines des techniques, de l'appareil de production mais également de l'évolution des mœurs, aussi déclarons-nous l'ardente nécessité de préparer en l'enfant l'homme capable d'assurer ses responsabilités de citoyen.

Notre objectif, souvent monté en exergue dans nos assemblées : l'homme le plus libre possible dans la société la plus démocratique possible, montre ainsi l'ambition éducative de notre organisation.

Nous vous souhaitons des travaux fructueux et vous prions de croire, chers amis, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

SOMMAIRE

Editorial 3
Ça s'est passé 4
S.O.S. Emploi : faire face 5
Kodak :
Conférence syndicale européenne à Londres.... 5
L'emploi en Languedoc :
Bessèges contre la mort lente – SMTU 6-7
Chômeurs, privés d'emploi, privés
de logement? (à Champagné – Sarthe) 8-9
Immigrés – Ce qu'on demande :
l'égalité des droits, le droit à la différence 10-11-12
Bourg-en-Bresse : au Congrès du P.S..... 13-14
Le monde en bref 15
L'équilibre des forces :
prétexte à la course aux armements 16
O.L.P. : Interview d'Amine Habou Hassira –
Une tradition d'indépendance 17-18-19
Diego Garcia : 2 000 habitants
contre une superpuissance..... 20-21
Comores : Mayotte doit réintégrer
l'ensemble comorien 22
La bande dessinée chinoise 23
Des livres pour les fêtes 24

Ont participé à ce numéro : *Pierre Bauby, Patrick Baudouin, Estelle Delmas, Claude Dhalluin, Camille Granot, Michel Lopez, Philippe Rijsel, Robert Vallot et correspondant Sarthe.*

Travailleurs : BP 90 – 75962 Paris Cedex 20. Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

• LUCIEN BITTERLIN, PRÉSIDENT DE L'A.S.F.A.

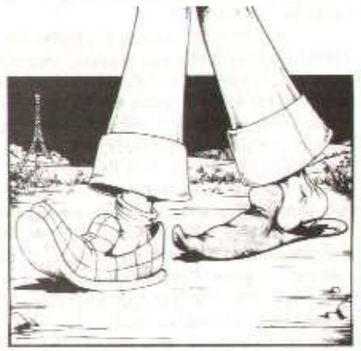
A l'occasion de votre Ve Congrès, qui se tiendra dans la banlieue lyonnaise du 29 octobre au 1er novembre, je tiens à vous exprimer mes vœux personnels pour le succès de vos travaux.

Même si nous n'avons pas la même sensibilité politique, je dois vous dire que très souvent, pour ce qui concerne les événements du Proche-Orient ou la question des immigrés en France, nous nous retrouvons côte à côte dans le même combat que nous estimons être celui de la cause de l'homme.

Avec un langage différent, au-delà de nos divergences, nous luttons pour les mêmes principes, c'est-à-dire pour le droit à la dignité et à la liberté des peuples.

EDITORIAL

UN ELAN MAGNIFIQUE



En un élan magnifique les quelques trente jeunes partis de Marseille le 15 octobre contre le racisme et pour l'égalité des droits ont drainé avec eux au fil des jours des dizaines et des dizaines de milliers de par la France, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes d'origines, de cultures et de sensibilités diverses... jusqu'à cette Marche de Paris du 3 décembre qui fera date. 50 000, 70 000, plus? Sûr, ce ne fut pas une manifestation comme les autres, cette Marche à la fois grave et joyeuse, déterminée et bourrée d'espoir. Grave au souvenir des jeunes assassinés par le racisme, joyeuse du pari gagné...; déterminée à ne s'en laisser conter par personne et ouverte sur l'avenir. Il y avait des jeunes, beaucoup de jeunes où dominaient les Rachida et les Saïd, accompagnés de leurs camarades, les Patrick et les Cécile, eux aussi partants du combat pour l'égalité. Des jeunes pour lesquels c'était la première manifestation, la première «montée» sur Paris...

Et c'est là sans doute ce qui frappe avant tout : l'émergence de cette génération d'enfants de travailleurs immigrés que le capital impérialiste a transplantés, exploités, opprimés, méprisés... pour grossir ses comptes en banque depuis tant d'années. Ils sont debout ces jeunes – *«Rengainez, on arrive»* – et lancent un défi au mépris et à la haine racistes attisés par la droite et l'extrême-droite depuis les municipales de mars. Ils sont debout et exigent l'égalité des droits : droits à l'école, au travail, à la santé, à la sécurité, droits politiques. Ils exigent le respect du droit à la différence, l'expression de leur culture propre, celle de leurs parents. Ils manifestent une sérieuse méfiance de la politique, de la politique des partis et organisations, de la politique politicienne – et ils ont de bonnes raisons pour cela – tout en prouvant une farouche détermination à comprendre, à continuer l'action, à s'organiser. En moins de deux mois, ce mouvement de la jeunesse des enfants d'immigrés, quels que soient son ampleur et son devenir, a acquis droit de cité.

Il n'est pas né du jour au lendemain. Réaction contre l'inégalité et l'injustice, il a trouvé précédents et inspirations dans l'action des parents. Celle des travailleurs de l'automobile qui, au printemps 82, avec ceux de Citroën ont exigé leur droit à la liberté et à la dignité à l'encontre du bagne patronal.

Sans doute un autre secret du succès fut-il que cette Marche de l'égalité des droits fut aussi la Marche de la rencontre. Des milliers d'hommes et de femmes qui depuis des années œuvrent pour la solidarité avec les travailleurs immigrés et contre le racisme en ont été aussi les artisans. Ces militants de longue date, militants d'associations de solidarité et antiracistes, militants syndicalistes, militants de partis de gauche, ces hommes et femmes d'horizons religieux et politiques fort divers, ont œuvré ensemble, certains pour la première fois, au coude à coude avec les jeunes surmontant les difficultés, les engueulades et les différences de points de vue et dans le respect mutuel peu à peu conquis par l'action commune. Samedi 3, sur le pavé parisien, les cortèges de province et d'ailleurs, reflétaient la fraternité ainsi nouée. C'est aussi un gage de plus pour l'avenir.

Après la Marche, rien n'est tout à fait comme avant. Car elle a démontré force et détermination, car elle a dégagé des perspectives. Car elle prouve que l'action paie. Car elle a permis d'entraîner le ralliement, certes parfois bien tardif, de centaines de «personnalités» et des états-majors des grands partis et de confédérations syndicales. Car elle a imposé le respect au gouvernement de gauche et l'a conduit à prendre deux mesures positives annoncées le 3 : le renforcement de l'arsenal juridique antiraciste – dont la possibilité aux associations de se porter partie civile – et l'instauration d'une carte unique de dix ans pour les immigrés. Il faudra bien sûr que promesses soient tenues, et vite, et conformément aux aspirations des intéressés. On ne saurait être trop exigeant ni trop vigilant car d'autres mesures et pratiques gouvernementales vont aujourd'hui à l'encontre des intérêts des travailleurs immigrés et de leurs familles, l'accélération des expulsions expéditives notamment; il y a là matière à riposte et à mobilisation. D'aujourd'hui à la conquête de l'égalité des droits, à la conquête du droit à la différence, il y aura fort à faire; le racisme ne reculera pas en un jour, nourri qu'il est par le chômage et la crise qui touche tous les travailleurs, immigrés comme français. Un mot enfin à tous ceux qui craignent qu'une démonstration de force exigeante vis-à-vis du gouvernement de gauche ne fasse «le jeu de la droite», à tous ceux qui s'inquiètent qu'une action antiraciste ouverte et résolue ne «déchaîne les passions», à ceux qui baissent un peu vite les bras : le succès de la Marche aura-t-il ébranlé leurs craintes?

Camille GRANOT

ÇA S'EST PASSE

ENFIN LES ENSEIGNANTS... DES RETRAITÉS HEUREUX!

Le recteur de l'Académie d'Aix-Marseille vient de réaliser un véritable exploit que bien peu de ses prédécesseurs avaient réussi : provoquer l'indignation générale de tous les enseignants du secondaire et des associations de Parents d'élèves! Comment? Par une circulaire où, partant du fait que (austérité oblige!) *« les moyens permanents représentent le tiers des besoins estimés »* (ça, au moins, c'est un aveu!), il propose des solutions originales (« on n'a pas de profs mais on a des idées »!) : —pas de remplacement des professeurs absents en dessous d'un mois; —au-delà, si aucune solution n'a pu être trouvée, les chefs d'établissement pourront confier les élèves à d'autres professeurs choisis *« dans une discipline voisine, voire... dans une discipline tout à fait différente »* ou mieux à des bénévoles extérieurs à l'Education nationale ou, mieux encore (c'est là que l'idée devient vraiment « géniale »!) à des *« retraités qui seraient heureux de n'être pas coupés brutalement de ce qui a été, pendant si longtemps, leur vie »* !!!

Autrement dit, maîtres-auxiliaires sans travail (200 dans l'Académie) à moins d'être « bénévoles », vous n'avez aucune chance! Au moment où l'on parle tant de préretraite et de travail à temps partiel sous prétexte de lutte contre le chômage, il fallait le faire. Le recteur a osé. Bravo, Monsieur Lombois! Gageons qu'il ne s'agit pas d'une « bavure », d'une « maladresse », mais plutôt d'un « ballon d'essai ». L'initiative du recteur, dont l'appartenance au PS est notoire, est dans le droit fil du budget d'austérité prévu pour l'Education nationale. Après un ralentissement, l'œuvre de démantèlement de l'Education nationale entreprise par Haby et Beullac va enfin pouvoir être poursuivie. A moins qu'enseignants, parents, élèves, ne l'empêchent. La grève d'avertissement déclenchée le 9 novembre dans l'Académie d'Aix-Marseille par 9 syndicats d'enseignants et la FCPE va dans ce sens. C'est maintenant au niveau national qu'il faut que ça bouge. La balle est dans le camp des dirigeants de la Fédération de l'Education nationale.

Alain CASTAN

LE SERMENT D'HYPOCRITE

Après des mois d'instruction, la justice vient de rendre son verdict sur l'affaire dite des « grâces médicales ». Le dossier était lourd : *« connivence à évasion »*, *« délivrance de faux certificat médical »*, entre autres joyeusetés délictuelles. Pourtant, après une savante édulcoration, les magistrats de Versailles n'ont plus retenu que *« délivrance de fausses attestations »* (le vocabulaire judiciaire a de ces nuances!).
Troisier, Mazaud, Mariotti, Colombani sont sortis libres de l'audience. On peut faire « évader » légalement un gros bonnet de la drogue et s'en tirer à bon compte. Solange Troisier pourra continuer à errériser en toute quiétude. Le trafic d'influence, ça paie encore...

TORNADE BLANCHE

Après avoir basculé à droite le 11 septembre dernier, Dreux devait s'attendre à ce que ses nouveaux édiles fassent le ménage en profondeur. Surtout avec, au Conseil municipal, des membres ou sympathisants du Front national...
Dans le domaine culturel, Mireille Brillon mène l'offensive. A la bibliothèque municipale, cette madame Propre de choc, s'est empressée d'interdire quelques revues « subversives » : *Justice* (mensuel du Syndicat de la magistrature); *Heures claires* (Union des femmes françaises); *Une seule terre* (Frères des hommes); *Différences* (MRAP); *Sans frontières*; *Non violence politique* (pacifistes); *Europe* (revue littéraire); *L'impatient* (journal médical); *Pourquoi* (revue de la Ligue de l'enseignement) et *Le Canard enchaîné*... Dreux, ville propre... mais la lessive F.N. a une drôle d'odeur. Les libertés ne s'en remettent pas.

C'ÉTAIT UN TEMPS DÉRAISONNABLE...

« Né en 1957, année de feu pour le peuple algérien, Habib est ravi aux siens 26 ans après. Le crime a changé de lieu, la haine aussi. » C'est en ces termes qu'*El Moudjahid* rend hommage à Habib Grimzi, assassiné de la plus odieuse des façons par trois candidats légionnaires dans le train Bordeaux-Vintimille. Un crime raciste de plus, fou, gratuit... Gratuit?
Le cerveau embrumé d'alcool de ces Bigeards en herbe aurait-il « décidé », seul, ce brusque accès de déraison? Comme cet été, les tireurs « fous » des cités, « victimes » de la chaleur et du bruit? Aujourd'hui, ces explications ne tiennent plus. Pas après mars 83 et sa campagne électorale sur fond de racisme et de xénophobie. La déraison, la droite et l'extrême-droite l'entretiennent et la suscitent. Le fiel de la haine raciste est un des éléments qu'utilisent les hommes d'hier pour la reconquête du pouvoir. A Oran, une cité s'appellera « Habib Grimzi »... A la Courneuve, à St-Denis, à Marseille, aux Minguettes, le souvenir des victimes du racisme restera au cœur de tous ceux qui luttent contre cette abjection et ses crimes.

LES CHIENS ABOIENT

A l'heure où la marche pour l'Egalité arrivait à Paris, les étudiants nazillons du Gud ont, évidemment, montré les crocs... Pour eux, les marcheurs *« se trompent de route. Le chemin de l'Afrique du Nord passe par la Méditerranée et non par la Seine. »* Le Front national, de son côté, aboie qu'*« une société multiraciale composée de groupes étrangers ou d'ethnies différentes conduit à une explosion raciste. Nous refusons le processus de libanisation de la France. »*

Evidemment, ce sont les victimes du racisme qui en sont la cause. Logique!
Mais ces aboiements rageurs ne changeront rien à cette bouffée d'air pur qui vient de balayer la France, de Marseille à Paris.

Claude DHALLUIN

UNE BOUFFÉE D'AIR PUR...

Toumi, Charlotte, Brahim, Cécile, Christian, Fatima... de Marseille à Paris une bouffée d'air pur a balayé la France. Rien n'est gagné d'avance. Mais la peur, mais l'arbitraire, mais le racisme ont reculé... Dès samedi 3 au soir, Georgina Dufoix annonçait des mesures gouvernementales, premiers fruits de la Marche... Rien ne pourra plus être comme avant...

Faire face

La baisse du nombre d'emplois se poursuit, en particulier dans l'industrie et dans le bâtiment et les travaux publics. A la vague de suppressions d'emplois annoncée depuis le printemps, il faudra bientôt rajouter celles qui se préparent dans les Charbonnages et à la suite de la restructuration Thomson-CGE, sans oublier Talbot-Poissy qui, après un premier refus du gouvernement, revient à la charge avec 2 905 licenciements.

Rien ne permet aujourd'hui d'envisager une inversion de cette tendance : l'activité économique stagne et les prévisions pour 1984 ne permettent pas d'envisager une relance. Au contraire, les récentes estimations de l'INSEE font état de 86 000 suppressions de postes dans l'industrie chaque année d'ici 1988.

Certes, le nombre officiel de demandeurs d'emplois n'augmente pas depuis un an. Mais cette stabilisation n'a été rendue possible, alors que disparaissaient 140 000 emplois et que la main-d'œuvre disponible augmentait de 190 000, que par les contrats de solidarité, les préretraites, les stages pour les jeunes, et les conditions plus draconiennes d'inscription à l'ANPE.

Les mesures arrêtées en novembre 1982 par le gouvernement concernant l'indemnisation du chômage ont, en effet, conduit à ce que 287 000 chômeurs ne soient plus indemnisés, dont une bonne partie ne figure plus dans les statistiques officielles.

Tout montre donc, aujourd'hui, que l'augmentation du chômage va reprendre dans les prochains mois, avec les conséquences dramatiques que cela entraîne pour une partie importante des travailleurs et des familles populaires, pour leurs conditions de vie comme pour leurs capacités de résistance à l'offensive du capital.

Le CNPF, après avoir demandé en septembre la liberté totale de licencier, et tout en accentuant son attaque sur le pouvoir d'achat et l'emploi, veut profiter de la dénonciation de la convention de l'UNEDIC au 1er janvier prochain pour démanteler le système d'assurances chômage. Au régime unique existant, il veut substituer un système d'assurances financé par les employeurs et salariés et un régime d'assistance à la charge de l'Etat. Relèveraient de celui-ci les jeunes demandeurs d'un premier emploi, les femmes désirant reprendre un travail, les chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'indemnisation, les préretraités, en tout 700 000 chômeurs qui seraient ainsi sortis de l'UNEDIC. Pour ceux qui relèveraient du système d'assurances, une allocation unique, dégressive et limitée dans le temps, remplacerait les diverses prestations actuelles. Ainsi serait en particulier supprimée l'allocation spéciale versée aux licenciés économiques, déjà nettement réduite voici un an. Les conditions d'indemnisation impliqueraient 12 mois de cotisation sur les 18 précédents.

Le CNPF veut porter un coup décisif aux droits des chômeurs, à la protection sociale de l'ensemble des travailleurs, dans le même temps où il planifie la diminution du nombre d'emplois. Voici qui appelle une riposte organisée et coordonnée des travailleurs. Cela passe par l'organisation des chômeurs pour qu'ils fassent entendre leurs voix et défendent leurs revendications, le développement de l'unité entre actifs et chômeurs, en particulier les jeunes, la défense de chaque emploi menacé. Cela implique des initiatives pour que s'exprime la détermination des travailleurs à défendre leurs droits.

Pierre BAUBY

CONFERENCE SYNDICALE EUROPEENNE A LONDRES

Dix syndicats, représentant 17 établissements Kodak de 4 pays d'Europe (Angleterre, Belgique, France, Irlande) se sont rencontrés vendredi 18 novembre à Londres, avec le soutien du Conseil général du Val-de-Marne et du Conseil du Grand Londres (collectivité régionale élue regroupant Londres et sa banlieue). La direction américaine de l'Eastman Kodak applique une stratégie unique en Europe : suppressions massives d'emplois (5 000 en 5 ans en Angleterre, volonté de suppression de Vincennes —2 300 emplois— en France, 4 000 en RFA...), désengagement industriel, liquidation de la recherche; l'objectif étant de « satelliser » Kodak-Europe en limitant ses activités au conditionnement, au stockage de produits importés des USA, et à la fabrication de produits secondaires.

Une déclaration commune a été adoptée, condamnant la stratégie de l'Eastman Kodak, et prévoyant des démarches auprès de Kodak-Europe, des discussions sur un programme d'action commun, des rencontres auprès du Parlement européen —un député anglais du groupe socialiste au Parlement européen a apporté le soutien de son groupe à la conférence.

Une démarche syndicale intéressante donc, exprimant la convergence d'intérêts de travailleurs en Europe face à une multinationale US.

Patrick BAUDOUIN

Si globalement les chiffres officiels du chômage semblent stagner en France, ce dernier n'en a pas moins augmenté de 10% en Languedoc cette année et l'emploi reste toujours et encore l'angoissante préoccupation de milliers de travailleurs.

Le patronat et la droite poursuivent leur offensive économique et politique contre les travailleurs afin de leur faire payer la note. Licenciements dans le bâtiment, le textile, la chaussure, l'industrie, la conserverie; fermeture d'entreprises, menaces sur plusieurs autres telle est la réalité quotidienne dans notre région.

A cela, s'ajoutent les audaces de la droite contre les employés municipaux et les libertés dans les municipalités nouvellement conquises, ainsi qu'une utilisation maximum des pouvoirs et des lois de l'ancien gouvernement laissés intacts. Ainsi, à Couiza dans l'Aude, un an après avoir racheté une entreprise de chapeaux en liquidation et avoir empoché le maximum de primes et d'aides, les deux patrons qui en sont à leur quinzième «sauvetage», viennent de tout liquider après s'en être mis plein les poches pour aller sévir ailleurs en toute liberté. Le tribunal de Montpellier vient de condamner, le 7 novembre, quatre ouvriers CGT d'Irri-France, près de Pézenas, à 8 jours de prison avec sursis et plus de 4 000 frs d'amende pour séquestration de leur patron dans une grève. Notre camarade C. Favier, médecin au Centre anticancéreux de Montpellier vient de se voir retirer son emploi —malgré l'avis défavorable de l'inspection du travail. Son activité syndicale (CGT) n'était pas du goût de sa direction dont plusieurs membres sont des figures de la droite montpelliéraine.

Face à ces attaques, on constate depuis quelques mois une volonté d'action chez les travailleurs : grève des éboueurs (Nîmes), à la SAFT (Alès), des chapeliers de l'Aude, des traminots de Montpellier, des ouvriers de La Ferté dans cette même ville... ainsi que dans la Fonction publique et le secteur nationalisé où le pouvoir d'achat, les effectifs et les effets de la décentralisation restent préoccupants.

Parallèlement, on relève un certain nombre de faits inquiétants : si le président du Conseil régional (PS) a critiqué l'intervention des CRS contre les chapeliers, c'est à la demande du maire de Montpellier, G. Frèche (PS), que ceux-ci sont intervenus contre les traminots en grève. Les deux membres (PS) de la municipalité siégeant au Conseil d'administration ont voté pour le licenciement de C. Favier. Les effectifs et l'activité de l'AOIP (électronique) à Béziers ne cessent de décliner, c'est pourtant une filiale de la Thomson nationalisée. Les Charbonnages de France tentent de signer l'arrêt de mort de dix mines de charbon «Ladrecht» à Alès... et nous pourrions citer de nombreux cas analogues; d'une part les mesures d'aide aux entreprises se multiplient (dernières propositions de M. Fabius) sans exiger des chefs d'entreprise des garanties et des engagements sur l'emploi, alors que les travailleurs ne reçoivent pas du gouvernement et des pouvoirs publics de gauche l'aide, les appuis et les décisions en leur faveur qu'ils sont en droit d'attendre dans leur lutte contre le patronat et la droite.

Michel LOPEZ

BESSEGES

CONTRE LA MORT LENTE

En octobre 1979, table ronde contre les licenciements organisée par le PCML à la mairie de Bessèges

L'exemple de Bessèges est là pour en témoigner. Dans le département du Gard, tous les yeux sont tournés vers cette ville. L'usine à tubes de Vallourec, qui comptait en 1963, 748 salariés, n'en compte plus que 511 en 1977, 300 en 1979 et 167 en 1983, dont 22 vont partir en préretraite. Aujourd'hui filiale d'Usinor, va-t-elle disparaître au nom d'une politique économique plus rentable?

Bessèges, janvier 1979 : près de 1 400 personnes «descendent» à Nîmes, à la préfecture, dans un train spécial. Bessèges est ville morte, les commerçants ont baissé leur grilles, seuls les enfants, les vieillards et les malades restent au village. Motif : l'annonce d'une cinquantaine de licenciements à Vallourec —l'usine à tubes, comme on l'appelle ici— et des perspectives plus sombres encore, puisque la fermeture de l'unité de Bessèges est au centre des préoccupations de la population.

Bessèges, novembre 1983 : cinq ans après, c'est au son du tocsin que ceux de Bessèges et des alentours remplissent 19 cars pour descendre à nouveau sur Nîmes manifester devant la préfecture du Gard. Ici encore, c'est plus d'un millier de personnes, tous partis, syndicats et associations confondus, qui viennent crier leur volonté de vivre et travailler à Bessèges, dans ce canton du haut Gard. Ils sont escortés de cinq semi-remorques, car les transporteurs aussi se sentent concernés et menacés dans leurs emplois. Motif : Vallourec se débarrasse de la filiale Valexy créée en 1979, liquide les petits tubes soudés (PTS).

1979 : La mort lente de Bessèges : en 79, dans un appel intitulé *« La mort lente de Bessèges »*, le secrétaire du comité *« Sauvons le canton de Bessèges »*, Roger Doladille, également secrétaire du syndicat CGT de Vallourec, déclarait : *« ... ce n'est pas la crise économique, ni la concurrence étrangère qui sont en cause. C'est la volonté de rentabiliser les capitaux à court terme et sans tenir compte du coût social qui amène Vallourec à désinvestir dans les petits tubes soudés et à Bessèges en particulier. C'est pour investir dans des domaines qualifiés de profitables...cela au mépris du maintien du tissu industriel... »*

1983 : Nous refusons d'être une monnaie d'échange. Aujourd'hui, les tractations en cours vont aboutir —c'est une question de jours— au rachat par Usinor (qui détient actuellement 34% des parts) de Valexy. Usinor, entreprise nationalisée, va restructurer les sept unités restantes (Valenciennes ayant fermé en juin 83), passer de 1 950 à 1 500 salariés et au passage recevoir 700 millions de francs d'aide de l'Etat —argent des contribuables— tout en rayant de la liste les usines de Bessèges et de Lyon.

Deux impasses possibles pour ceux de Bessèges et Lyon : ou bien, dans le but d'équilibrer d'une manière globale le volume des échanges divers avec l'Italie, Usinor et le ministère de l'Industrie laissent à l'Italie le marché du sud de la France en PTS; ou bien, dans le cadre d'une concurrence frontale, Usinor pour défendre et conserver le marché du sud, installe une usine à Fos/mer. De toutes façons, c'est la fermeture de Bessèges et Lyon. Ce sont ces deux impasses qui révoltent les travailleurs, les élus et toute la population, car il est inacceptable de sacrifier à la seule rentabilité d'un produit un village de 4 200 habitants et tout le canton qui vit aussi de l'usine de tubes. A Fos, il faut tout créer, l'usine, les logements, les commerces, les écoles, tout! Tout ce qu'on va détruire à Bessèges! Et de surcroît, ce gâchis qui va coûter des millions de francs, c'est avec les fonds publics qu'il va être financé!

Après la manifestation de novembre 83, le maire (PS) de Bessèges a officiellement annoncé au préfet de Nîmes que si le maintien de l'usine n'était pas garanti, les maires et l'ensemble des conseils municipaux des cinq communes du canton de Bessèges démissionneraient en bloc. Ces démissions déjà envisagées en 1979 sous Giscard, prendraient aujourd'hui une dimension nouvelle et le gouvernement de gauche aurait bien tort d'en sous-estimer les conséquences. □

Après la grève des chauffeurs de bus à Nîmes, ceux d'une entreprise privée de Béziers, ceux de Montpellier ont engagé la bataille pour le maintien de leur pouvoir d'achat, le 17 octobre. Inaugurant une tactique de grèves surprises souple, leur permettant de durer sans trop gêner les usagers, les traminots à l'appel de la CGT ont durci leur mouvement le 8 novembre en occupant les dépôts et bloquant tous les cars. Un mouvement largement majoritaire (plus de 90% des chauffeurs) conscient de sa force et ferme face aux provocations de la direction, soucieux également d'expliquer aux usagers l'importance et la justesse de leur lutte.

C'est une situation difficile, la mairie de gauche s'est rangée derrière la direction de l'entreprise sous régie municipale.

Il est vrai que c'est la mairie de gauche qui a permis le développement de ce service public indispensable pour les travailleurs et la population, il est vrai aussi que le développement de cette entreprise a permis de créer de nombreux emplois. Tout cela est positif et rend d'autant plus incompréhensible et inacceptable la dureté patronale face aux légitimes revendications des travailleurs de la SMTU (Société montpelliéraine de transports urbains). Aucun progrès social réel et durable ne saurait se construire sans la prise en compte des intérêts des travailleurs. C'est pourquoi, dès les premiers jours, notre parti a apporté son soutien aux grévistes et sorti une affichette appelant à la solidarité des usagers.

Au lendemain de l'occupation des locaux, le maire de Montpellier, G. Frèche (PS) dans une conférence de presse a déclaré : *« Les super-privilégiés de la SMTU n'ont pas à faire payer aux smicards un prix hors de proportion... »* avant de lancer un ultimatum et de balayer d'un geste de la main la proposition de médiation faite par les élus communistes. Le samedi 12 novembre à 5h du matin, les CRS évacuaient les deux dépôts occupés.

Au-delà de cette intervention inadmissible contre des grévistes, la campagne menée par G. Frèche, député-maire socialiste de Montpellier, à travers les médias et avec insistance, relève d'un procédé particulièrement grave. Car, enfin, taxer de super-privilégiés des chauffeurs qui touchent au bout de dix ans d'ancienneté, 7 500F net toutes primes incluses, pour les isoler de la population et des usagers, monter les smicards contre les travailleurs de la SMTU, opposer des travailleurs à d'autres travailleurs, tenter de faire des grévistes et de la CGT les ennemis, la cible de la population de Montpellier, ce n'est rien moins qu'un écœurant procédé de division des travailleurs dont il pourrait bien un jour regretter les conséquences. Car la division des travailleurs, c'est toujours à la droite qu'elle profite! □

Chômeurs... privés d'emploi... privés de logement ?

L'allongement de la durée moyenne du chômage et la politique gouvernementale d'austérité ont actuellement des conséquences désastreuses pour le logement des chômeurs, comme on a pu le constater récemment à Champagné, dans la Sarthe.

En effet, c'est le droit au logement qui est refusé aux chômeurs et à leur famille : 1) la plupart des Offices HLM refusent un logement aux familles ou personnes qui ne peuvent justifier de ressources suffisantes; 2) des expulsions sont prononcées et exécutées contre ceux qui accumulent des retards importants de loyer, même si les personnes concernées prouvent qu'elles ne disposent plus d'aucune ressource. Le système d'aide accélère le processus : si un locataire ne peut plus payer, l'Office, dans un premier temps, saisit l'allocation-logement (pendant 1 à 2 ans), puis cette aide est suspendue et c'est la totalité de la quittance qui vient alourdir la dette. Celle-ci atteint très vite plusieurs millions de centimes, rendant toute solution impossible.

Or, la loi Quilliot du 22 juin 1982 prévoyait dans son article 26 : *« Une loi ultérieure fixera les conditions dans lesquelles un juge pourrait rejeter toute demande tendant à faire constater ou à prononcer la résiliation du contrat de location, pour défaut de paiement du loyer ou des charges, si le locataire de bonne foi se trouve privé de moyen d'existence. Cette loi déterminera notamment les règles d'indemnisation du bailleur, les ressources affectées à cette indemnisation et les modalités du relogement éventuel du locataire. »* Mais la politique d'austérité a repoussé *sine die* la sortie de cette loi.

Champagné : petite commune de la Sarthe, à 10km du Mans, sur la route de Paris. Plusieurs entreprises y sont installées : Souriau, Bordeau-Chesnel (rillettes), Staub, Coulon, Duquesne-Purina, La Rennaise... En 1967 et 1968, l'Office public départemental d'HLM de la Sarthe construit trois tours de neuf étages chacune, procurant 162 logements. Ces tours, en bordure de la voie ferrée Le Mans-Paris, et de l'usine de rillettes, sont là, au milieu d'un terrain vague, à l'écart du bourg.

A l'écart, les locataires le sont!

Les familles vivent mal, les salaires sont faibles. La nuit, le train fait vibrer les vitres des chambres sans volets ... Les enfants n'ont qu'un bac à sable et un terrain sans équipements pour jouer... Puis, peu à peu, l'humidité pénètre les appartements : l'eau s'infiltre par les fenêtres, par les joints de façade, rendant certains logements insalubres. Le chauffage, coûteux, est insuffisant.

Alors, peu à peu, les logements se vident. Restent les familles qui n'ont pas les moyens d'aller ailleurs : les familles nombreuses, des familles immigrées, celles dont le père travaille chez Bordeau-Chesnel ou Coulon, où les salaires sont faibles. Puis, peu à peu, ces entreprises connaissant des difficultés, licencient... C'est le chômage. C'est l'impossibilité de trouver du travail ailleurs... « Vous habitez dans les tours de Champagné? Alors, on vous écrira..»

C'est vrai qu'avec le chômage, et la concentration de familles en difficulté, s'instaurent des comportements asociaux : l'alcoolisme, les dégradations, le bruit... des heurts avec le gardien... Les tours de Champagné deviennent synonymes, dans le département, de « zone» !

DES TRAVAUX QUI TARDENT A VENIR

Une Amicale CNL de locataires, existant depuis 1972, réclame depuis lors des travaux contre l'humidité, pour une meilleure isolation thermique des façades. Elle se heurte au refus de l'Office*.

En 1978, l'Office s'engage par écrit à refaire les joints extérieurs et les appuis de fenêtres et à remplacer les revêtements de sol usagés. Une seule tour est traitée. En 1980, l'Office envisage alors de gros travaux de réhabilitation, dans le cadre du conventionnement. Une simulation (étude du montant de l'Aide personnalisée au logement auquel les locataires auraient droit après les travaux et un nouveau calcul des loyers, en fonction des revenus) est effectuée en mars 1981. Sur 140 locataires, 11 seulement auraient eu, après ces travaux, une charge-logement supérieure à celle qu'ils supportent actuellement. L'Office confie à un bureau d'études l'étude de réhabilitation. Immédiatement, sociologues, architectes consultent les locataires au porte-à-porte, organisent avec l'Amicale CNL des réunions : le projet de réhabilitation est mis au point, affiné, en fonction des réactions des locataires.

La mairie de Champagné (PCF) s'engage à financer les espaces extérieurs, un centre social, une bibliothèque... La CAF, la DDASS sont appelées à collaborer : une halte-garderie, des salles de réunion sont programmées.

C'est l'espoir. Mais l'Office fait traîner les dossiers, oppose l'incertitude de remplir après travaux les appartements... et la crainte de voir les logements rénovés dégradés à nouveau, parce que « ces gens-là »...

Mars 1982 : changement de municipalité (PS). De nouvelles négociations se tiennent, sans les locataires : on apprend alors qu'une nouvelle étude est projetée. L'objectif est de raser deux des trois tours et de reloger dans la troisième les locataires qui resteraient encore. Etudes... re-études... coûteuses... et pendant ce temps, les locataires continuent à vivre dans l'humidité, dans un environnement sale et hostile, et se voient réclamer tous les mois un loyer et des charges élevées. Quarante logements sont vides au printemps 1983.

Manifestation du 29/9/83 à Champagné

MISE EN PLACE DE LA PROCEDURE D'EXPULSION

Fin août 1983 : quatre locataires reçoivent de la préfecture un arrêté d'expulsion. Ils ont tous des dettes de loyer supérieures à deux millions de centimes, tous chômeurs, sans ressources.

La CNL se mobilise. Le 27 septembre, FR3 se déplace et projette le soir-même un reportage très fort, très parlant, sur les conditions de logement dans ces tours et sur la situation des expulsables. La presse locale consacre une page à ces tours. On parle... Le 28 septembre, la CNL est reçue par le directeur de cabinet du préfet (nouvellement arrivé) : sensible à ses arguments, il déclare devoir appliquer la décision de justice. La CNL insiste sur le fait qu'il est le représentant de l'Etat et du gouvernement, et que sa décision est donc politique. 29 septembre : une manifestation est organisée sur place par l'Amicale CNL et l'UL-CGT (seul syndicat des entreprises du coin). Une centaine de locataires et d'ouvriers sont là : *« Non aux expulsions! Oui aux travaux! »*

La mairie est interpellée. Le soir, au conseil municipal, les locataires sont présents. La séance est houleuse. Finalement, la mairie déclare officiellement s'opposer aux expulsions. Les jours passent... Des négociations se tiennent entre la CNL, le PS, le préfet.

Puis, c'est le mercredi 26 octobre... A 9h30, deux camionnettes de la brigade de gendarmerie arrivent. Les gendarmes sont accompagnés d'un huissier et d'un représentant de l'Office. Ils viennent expulser les frères Léon. Immédiatement, le responsable CNL alerte les locataires par un haut-parleur installé à sa fenêtre depuis un mois, et un responsable départemental CNL.

Le réseau téléphonique fonctionne... Une vingtaine de militants sont là un peu plus tard : ils sont de la CNL. Il y a aussi des ouvrières de chez Souriau, de chez Hivert qui ont laissé leur travail. FR3 est là aussi. Les quelques affaires de l'expulsé sont rapidement entassées, sans soin, dans le local à ordures. Les militants présents entrent dans le logement. Mais impossible d'empêcher les gendarmes et leur chien de vider les lieux. Une grenade lacrymogène est même utilisée. A midi, une fois les « forces de l'ordre» parties, la CNL force la porte d'un appartement inoccupé du même palier et installe l'expulsé, en squatter. (NB : l'Office a déposé une plainte, mais l'enquête piétine : personne n'a vu... personne ne sait... personne n'était là!). FR3, la presse locale, dès le soir, présentent un long reportage. Les locataires parlent, s'interrogent. Les pouvoirs publics (le ministère du Logement, par l'intermédiaire de la CNL nationale) sont interpellés.

LA SOLIDARITÉ S'ORGANISE

Dimanche 6 novembre, *Kermesse de solidarité* dans la rue des trois tours. Toutes les associations de défense des locataires (CNL, CGL, CSCV, CSF), les partis politique de gauche (PCF, PS, PSU, LCR, FA, FSD, PCML), le Secours populaire, l'UFF, l'ATAM —Association des travailleurs arabes du Mans—, le syndicat CGT tiennent un stand ou soutiennent. 2 767 francs de soutien sont recueillis, plus de 300 boîtes de conserves et du lait sont donnés par les commerçants. Une collecte de vêtements organisée le jour-même dans les rues de Champagné permet de ramasser un nombre important de vêtements d'hiver. Ces vêtements, la nourriture seront distribués aux familles qui ne reçoivent aucun salaire, par la CNL et le Secours populaire.

Notre parti tenait un stand de fléchettes : les joueurs devaient atteindre, dans trois cibles, la tête des responsables de l'expulsion (le directeur, le président de l'Office et le préfet).

Cette fête fut un succès. Elle a démontré la solidarité des locataires et des expulsés (qui tenaient un stand), et des associations qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble. Elle a démontré aussi qu'on ne pouvait pas expulser les chômeurs dans l'indifférence, comme l'espéraient l'Office et la préfecture.

LA MENACE DEMEURE

De nouvelles expulsions sont possibles jusqu'au 1er décembre. En effet, le tribunal des référés, saisi pour tenter d'obtenir de nouveaux délais pour les autres locataires menacés d'expulsion depuis août, a confirmé l'ordonnance d'expulsion, arguant en particulier qu'il s'agit d'*« hommes jeunes* —25-30 ans NDLR— *célibataires et sans charge de famille. »* Ainsi, cette catégorie de chômeurs est considérée par la justice comme n'ayant pas besoin de logement!

La mairie et la préfecture pourraient pourtant, légalement, reloger les expulsés : l'article L. 641, 1 et 2 du Code de la Construction et de l'Habitation précise : *« Sur proposition du service municipal du logement, après avis du maire, le préfet peut procéder, par voie de réquisition, pour une durée maximum d'un an renouvelable, à la prise de possession partielle ou totale des locaux à usage d'habitation vacants, inoccupés... en vue de les attribuer aux personnes...* (art. 641-2) *à l'encontre desquelles une décision judiciaire définitive ordonnant leur expulsion est intervenue. »*

Mais cela supposerait un effort social (indemnisation du propriétaire) incompatible avec l'actuelle politique d'austérité. Ce sont donc encore une fois les catégories les plus défavorisées qui en font les frais!

Correspondant Sarthe

*** L'Office départemental d'HLM est dirigé par le RPR : le directeur est RPR, le président et la majorité du Bureau sont du RPR.**

Ce qu'on demande :

L'EGALITE DES DROITS LE DROIT A LA DIFFERENCE

Manifestation des jeunes à La Courneuve après l'assassinat de Toufik

Quand ce *Travailleurs* paraîtra, la Marche de l'Egalité partie le 15 octobre de Marseille, sera arrivée à Paris. Sur son passage, et parallèlement dans d'autres villes, elle a multiplié les rencontres entre Français et immigrés, entre jeunes et moins jeunes, suscité les initiatives pour une action prolongée contre le racisme et pour l'égalité des droits, éveillé les consciences et soulevé les enthousiasmes. Son écho a grandi au fil des jours, des dizaines d'associations d'immigrés, de solidarité avec les travailleurs immigrés et antiracistes, des sections de partis de gauche et de syndicats se mettant peu à peu ensemble et pour la première fois parfois, pour accueillir les marcheurs. Les jeunes immigrés, garçons et filles, ont été bien souvent les fers de lance de la Marche, ceux des Minguettes au départ, mais aussi dans les banlieues parisiennes, dans les vallées de Lorraine, à Roubaix, à Lille, etc. Aussi notre mensuel a-t-il choisi de donner la parole à trois d'entre eux, jeunes de Saint-Denis (93) : Hakima, habitant cité Floréal, employée de collectivité; Abdel Hamid, chômeur, habitant aux Francs-Moisins; Saïd, animateur de l'Association jeunes des Francs-Moisins.

■ L'école a été pour vous le premier contact avec les autres. Comment avez-vous vécu cette période?

Saïd

Au début, j'ai eu beaucoup de difficultés car chez nous on parle arabe. Du CE au CM2, je travaillais bien. J'ai cependant été envoyé en 6e de transition. J'ai ensuite eu droit à : 6e normale, 5e de transition, 5e normale, 4e normale, 4e aménagée puis 3e. Notre directrice était une «pied noir». Elle nous appelait Saïd ou Mohamed avec l'accent arabe. Cette façon de prononcer nos noms montrait que, pour elle, nous étions toujours des «indigènes du bled», des moins que rien. Au bout de 5 ans, en fin de 3e, je l'ai giflée. Ça a fait toute une histoire avec les flics et sur mon carnet scolaire, malgré de bons résultats, elle a marqué *«élève très dangereux»*. A l'Académie, on a refusé de m'inscrire en seconde littéraire.

Abdel Hamid

Je suis arrivé directement d'Algérie en 73. Je n'ai pas eu trop de problèmes à l'école, d'une façon générale, les jeunes maghrébins sont orientés très tôt vers les sections techniques. Mes difficultés étaient plus d'ordre personnel, du style «habiter dans un grand ensemble».

En fin de 1ère, je me suis trouvé devant un choix – soit continuer mes études, soit travailler – car on avait besoin de ma paye à la maison. Les difficultés principales étaient financières. Mon père était O.S. Ma mère ne travaillait pas.

Hakima

Dès le primaire, il y avait des clans. Mais c'est nous qui nous mettions au fond de la classe pour nous retrouver entre nous, problèmes de langue et de culture. J'ai fait une année de sténodactylo, puis on m'a fait passer mon CAP de mécanicienne en confection. J'ai un peu travaillé en usine et me suis retrouvée au chômage. Je suis alors retournée dans une école privée pour apprendre le métier d'employée de collectivité. J'aurais voulu faire de l'animation – grâce à l'ATAF, j'ai pu suivre un stage à Nancy. Maintenant, j'attends une place pour passer les épreuves pratiques.

■ Cette vie dans les grands ensembles, ce que vous appelez la «galère», c'est quoi au juste?

Saïd

La galère, c'est ce que j'ai vécu. De 12 ans à 16 ans, il n'y a rien. J'ai trouvé les terrains vagues, les escaliers, les caves, les garages. Alors, c'est l'angoisse qui nous prend. Certains expriment leur désespoir par la dégradation, la délinquance, les insultes, la drogue. J'ai commencé à voler pour avoir un peu d'argent que je ne pouvais demander aux parents. Mon premier joint, je l'ai goûté à 15 ans. C'était pour me cacher la réalité. Certains se sont plaints aux ilôtiers. Puis on s'est dit «on s'enfonce, on s'enfonce, pourquoi on n'essaierait pas de monter un truc?». Il y a un an, on a créé une association mais la mairie ne nous a pas encore donné de

local. Ils veulent tout contrôler, mais à 18-20 ans on est des adultes, on fera face à nos responsabilités. On voudrait un truc ouvert à tout le monde. D'un côté de la cité, il n'y a presque pas d'immigrés. De l'autre, il n'y a que ça. Ce n'est pas bon. Il faut se rencontrer, se connaître.

Abdel Hamid

L'adolescence, c'est une période difficile et les parents ne sont pas armés pour faire face. Alors, c'est le cercle vicieux : vol, délinquance, drogue, prison et plus moyen d'en sortir.

■ Quand tu parles des problèmes des jeunes dans les cités, tu penses aux jeunes en général ou aux jeunes immigrés?

Abdel - Hakima - Saïd

Non, non! Il s'agit des jeunes en général! Pour les Français ou les Noirs, c'est pareil. Il y a plus d'Algériens quand il y a plus d'Algériens dans les cités... tout simplement.

Abdel Hamid

C'est surtout un problème social et puis il y a le problème du chômage. On nous oriente vers des métiers fantômes : ajusteur, tourneur. Nos parents ont été exploités et se retrouvent dans des conditions dégueulasses. On voudrait autre chose pour nos frères et nos enfants.

■ Ça ne passe plus?

Saïd

Non. Ça ne passe plus! Nous sommes une force et nous sommes décidés à faire quelque chose pour que ça change.

Abdel Hamid

On s'aperçoit que dans notre société, il n'y a que le fric qui compte. Plus on en a, plus on est respecté...

■ Mais ce type de boulot déqualifié qu'on vous propose, est-ce qu'il y en a seulement?

Saïd

Non, il n'y en a pas. Dans le journal *Les Echos*, j'ai mis une annonce. On m'a téléphoné quatre fois et à chaque fois, on m'a dit *«vous êtes Français, bien sûr?»*. Alors, j'ai dit que je m'appelle Eric. *«O.K. venez»*. Mais quand ils voient mon faciès...

Hakima

A chaque fois, ou c'est ma nationalité, ou c'est ma tête qui va pas. Ou je suis trop qualifiée.

Saïd

Dans nos rapports avec les flics et la justice, c'est pareil. Il y a deux poids deux mesures. Il y a les vrais Français et les autres.

Abdel Hamid

Dans les années 70, les jeunes maghrébins se faisaient appeler François, Michel... Maintenant, c'est le contraire. On a retrouvé notre dignité et ce sont de jeunes français qui se font appeler Mohamed, Rachid...

Hakima

Les jeunes, français et immigrés, s'entendent bien entre eux. C'est les adultes qui gâchent tout.

Saïd

Les gens ont une mauvaise image de nous. On a un cœur, il est ouvert. Que les gens viennent vers nous et on ira vers eux. On tend les bras, personne ne vient.

■ Comment vous situez-vous par rapport à votre pays d'origine?

Saïd

Je suis allé une seule fois en Algérie. Mes parents n'ont pas d'argent. Mais, en France, on est immigré et là-bas aussi. Notre arabe a l'accent français. Mais on se sent plus Français qu'Algérien.

Hakima

Je suis allée à Alger avec l'Amicale des Algériens d'Europe. Je ne pense pas que je pourrais retourner là-bas. Ma vie est ici.

Abdel Hamid

Les Algériens connaissent très bien notre vie ici. Moi, ça me fait mal que les jeunes algériens d'ici ne connaissent pas leur pays de là-bas. Personnellement, je veux retourner là-bas. Mon but, c'est le retour.

Saïd

Tu as la carte de résident, mais pour nous c'est le contraire. Nous sommes Français.

Abdel Hamid

Je crois qu'il est possible de s'intégrer en Algérie, mais il ne faut pas y aller en touriste.

En-tête de l'appel à la participation à la Marche du comité de soutien de Grenoble

■ Quelle est la tendance principale? L'intégration en France ou le retour au pays?

Hakima

La majorité, surtout parmi les jeunes, c'est rester ici : 8 sur 10. Pour les parents, c'est souvent le retour.

Saïd

Nous on veut se battre légalement pour obtenir l'égalité des droits en France.

Hakima

On voudrait la double nationalité pour garder notre identité culturelle.

■ Parlons un peu de la Marche. Pour vous, c'est une première. Ça signifie quoi?

Saïd

Pour nous, la Marche c'est quelque chose de spectaculaire, mais ce n'est que le début d'un long combat. Nous sommes une force et il faudra compter avec nous. Pour nous, c'est une prise de conscience par les jeunes maghrébins du problème du racisme.

Abdel Hamid

Ce qui est grave, c'est que le racisme ça marche sur le plan électoral, comme pour Dreux. Le Front national a une audience plus large qu'avant. Chez les Français, il y a encore des rancœurs par rapport à la guerre d'Algérie.

Saïd

Il y aura une après-Marche; les collectifs jeunes immigrés continueront d'exister légalement après. Quand le

→

jeune a été blessé à St-Denis cet été, j'ai vu des jeunes venir de partout, de Nanterre, d'Argenteuil, en voiture, tout seuls, en bandes, se renseigner, prendre contact. Ce qui s'est passé a profondément bouleversé la communauté algérienne. Cela dure depuis 20 ans et ça éclate maintenant... Aujourd'hui, la Marche, c'est un message d'espoir; il faut montrer à l'opinion publique qu'on est des jeunes sensés. Ce qu'on demande, c'est pas l'assimilation, c'est le droit à la différence, c'est les droits fondamentaux : l'égalité dans la justice, le travail, l'école...

UN GUIDE UTILE : LE DROIT DES IMMIGRÉS

L'Association de juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés rassemble des juristes de formation ou de profession qui s'élèvent contre toutes les dispositions discriminatoires applicables aux immigrés, enfreignant les droits fondamentaux de l'homme et des principes généraux du droit. Elle vient de publier un guide de 132 pages intitulé *« Le droit des immigrés »*. Ce guide contient tous les changements législatifs et règlementaires intervenus depuis le 10 mai 1981 concernant la situation des étrangers : conditions d'entrée sur le territoire, conditions de séjour, regroupement familial, droit au travail, expulsion, reconduction à la frontière. Il expose les recours possibles en cas de refus de guichet injustifiés. Il contient les textes principaux relatifs aux étrangers et des modèles de demande, de recours ou de conclusions que peuvent utiliser les immigrés dans leurs démarches administratives ou judiciaires.

A commander à l'Association des juristes – 15, rue Saint-Savournin 13005 Marseille (Prix : 50,00 F – frais d'envoi : 10,00 F)

Abdel Hamid

Donner le droit de vote aux immigrés, ça ne s'est jamais fait.

■ Certains pays le pratiquent: la Suède, la Norvège...

Saïd

Oui, il faut le droit de vote aux immigrés. Ils font tout comme les autres, ils cotisent comme les autres ... Pourquoi on leur enlève ce droit? Actuellement les droits de l'homme, ce n'est que les droits des Français.

■ Que comptez-vous faire après la Marche?

Abdel Hamid

Nous voulons nous organiser plus concrètement, garder des contacts avec les jeunes à travers la France, avoir une force nationale, quelque chose de grand, un mouvement réel...

Saïd

Faire comme les jeunes des Minguettes, se créer en associations, en comités... Mon cousin d'Aulnay m'a dit : *« Comme j'ai mon Bac, je compte me présenter aux élections. La politique ça m'intéresse. »* Il a inscrit 60 jeunes algériens qui avaient le droit de vote sur les listes électorales. Pour moi, il n'y a personne qui nous représente... S'il y avait des élus, ce serait mieux. Un jour ou l'autre, on aura des élus. Il y aura des Mohamed, des Doumbé, des Antonio au Parlement.

On voit mieux ce que c'est, la politique. C'était un mot qui faisait mal dans nos oreilles. Si on fait de la politique, c'est pour revendiquer. Le fait de se présenter à la mairie de St-Denis pour demander un local, c'est de la politique... La Marche aboutit au fait qu'on prend conscience, qu'on amène les autres à faire quelque chose. Cela réveille. Certains sont contre...

Hakima

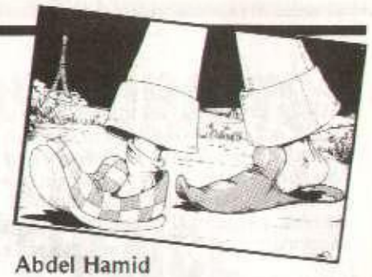
Beaucoup de jeunes disent que la Marche sert strictement à rien : « ils sont partis de Lyon, sont passés par Marseille, mais depuis un jeune s'est fait tuer, et un autre par trois légionnaires ». Ils disent qu'il faut prendre des précautions, s'armer ou sortir en bandes. Les parents ont peur; les jeunes aussi. Au début, j'espérais dans la Marche, ensuite moins; mais je crois que ça aboutira, mais cela ne va pas changer les choses du jour au lendemain.

Abdel Hamid

La Marche, c'est contre le racisme, pour qu'on reconnaisse nos droits...

Saïd

Ce n'est pas venu de la politique. Car la politique depuis un bon nombre d'années, n'a rien fait pour ça... La politique, elle joue de l'immigration, un jour pour, un jour contre. On a le droit de vote, mais aucun parti ne descend dans les cités pour nous expliquer.



Abdel Hamid

La politique, c'est toujours le même discours; aux meetings socialistes ou RPR, on entend la même chose : du bien pour la France, du bien pour tout le monde... Peut-être que je ne vois pas la différence. Il n'y a que les communistes qui, il y a un moment, tenaient un autre discours.

Saïd

A l'extrême-droite, ils sont clairs sur l'immigration. Les gens de gauche ne sont pas clairs; nous disons « récupération » car on ne sait pas bien ce qu'ils veulent ces gens-là...

Abdel Hamid

Les communistes, je les ai pris en grippe depuis les affaires de la Sonacotra, des foyers maliens. Quand cela les arrange, ils caressent les immigrés dans le sens du poil; quand cela les arrange, on les caresse dans l'autre sens!

Saïd

Quand on était gamins, dans le quartier on signait des trucs, comme des bêtes, mais pour quoi faire avec? On a pris conscience depuis...

Hakima

A St-Denis, ce n'est pas comme à Gennevilliers où il y a une bonne entente avec la mairie, les éducateurs, les jeunes...

Saïd

Nous, on a plein d'idées, on veut faire des choses. Il nous faut un local. On ferait des expos sur les cultures africaines, européennes; on ferait des spectacles avec des groupes espagnols, portugais, maghrébins. En 11 ans, je n'ai pas vu un groupe maghrébin dans la cité! On est allé à la mairie. Toutes les réponses ont été négatives. Du coup, notre petit groupe de 50, on s'est retrouvé à 20 et pendant six mois, je me suis retrouvé tout seul. Avec la Marche, j'y arriverai. On ne m'arrêtera pas comme ça. J'en ai trop bavé. Mes parents en ont trop bavé. Je ne veux pas que mes enfants et petits-enfants en bavent comme ça... □

Le Congrès du Parti socialiste, tenu à Bourg-en-Bresse du 28 au 30 octobre, s'est terminé par une synthèse. Les critiques et propositions émises ces derniers mois, tant par le CERES que par les dirigeants du « courant majoritaire », ont donné lieu à quelques amendements timides dans le texte finalement adopté, sans plus. La fonction première assignée par les dirigeants lors de ce Congrès étant le soutien à la politique définie et menée par François Mitterrand et le gouvernement, il n'était pas possible de laisser croire que des choix alternatifs existent dans tel ou tel domaine.

JUSTIFICATION DE L'AUSTÉRITÉ

Soutien à la politique gouvernementale d'abord dans le domaine économique avec la justification de la politique dite de rigueur au nom de la crise, de l'héritage laissé par la droite, de la nécessaire modernisation. Les objectifs principaux de rétablissement de l'équilibre extérieur et de lutte contre l'inflation justifient l'impossibilité de mener une autre politique que celle de réduction de la consommation et de la croissance, au risque d'une aggravation du chômage. Jean-Pierre Chevènement a souligné devant le Congrès que le maintien de cette politique conduirait à 2 800 000 chômeurs en 1986 et à la défaite de la gauche, mais la synthèse se limite à affirmer que *« sans un minimum de croissance, l'effort de justice sociale engagé par la gauche ne pourrait être que plus difficile »*.

La motion de synthèse refuse toute mesure protectionniste et affirme que *« la reconquête du marché intérieur ne s'oppose pas à l'ouverture sur le commerce international. Bien au contraire, elle garantit que cette dernière puisse s'opérer dans des conditions favorables. »* Cette insertion de la France dans le marché impérialiste mondial, dans l'espoir d'en profiter pour les exportations et le redéploiement des capitaux, mais contraignant d'adopter la même logique que celle des concurrents – la logique de l'austérité pour les travailleurs – est ainsi à nouveau justifiée.

LOGIQUE DE L'ÉQUILIBRE

Sur les questions internationales, le Congrès a réaffirmé l'ensemble des positions exprimées par François Mitterrand : justification de l'intervention militaire au Tchad et de la présence des troupes françaises au Liban, condamnation de l'invasion américaine à la Grenade et de l'occupation soviétique de l'Afghanistan, refus de prise en compte de la force nucléaire française dans les négociations de Genève entre USA et URSS sur les euromissiles, nécessité du démantèlement des SS20, faute de quoi l'installation des Pershing et Cruise est jugée indispensable.

Toutes ces positions sont justifiées par le Congrès de Bourg-en-Bresse sur la base de l'équilibre à maintenir. Lionel Jospin a précisé devant le Congrès : *« Nous voulons, partout où nous pouvons, agir, c'est-à-dire partout où l'histoire, nos moyens, des traditions, des amitiés nous donnent effectivement les moyens d'agir, éviter le dérapage de la paix dans la guerre, préserver et assurer l'équilibre, pas nécessairement l'équilibre du statu-quo, par conservatisme. »* Cette logique de l'équilibre est elle aussi utilisée par les deux superpuissances pour justifier le nouveau pas actuellement franchi dans la course aux armements (avec l'installation des Pershing US et les représailles décidées par Andropov), leurs ingérences et interventions aux quatre coins de la planète. Elle est donc à la source même des menaces croissantes de guerre provenant de la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale.

L'EXIGENCE DE LA SOLIDARITÉ DU P.C.F

Le soutien à la politique gouvernementale dans tous les domaines – quel-

L. Jospin

J. Auroux

J. Poperen

L. Mermaz

G. Defferre

P. Joxe

C. Hernu

P. Mauroy

L. Fabius

P. Quilès

J.P. Chevènement

ques critiques étant cependant faites au projet Savary sur l'école privée — ayant été le leitmotiv du Congrès, la question des rapports avec le PCF a été abordée plus particulièrement par Lionel Jospin. Il a souligné les *«sérieuses critiques»* portées sur les euromissiles, le Tchad, le Liban, les grands choix de politique industrielle, les mesures économiques par le PCF à la politique du gouvernement et aux orientations du président de la République. *«Or, ces divergences aussi clairement affirmées ont, selon moi, des conséquences négatives»*, car elles nuisent à la crédibilité et empêchent un soutien suffisant dans l'opinion.

Aussi Lionel Jospin, tout en réaffirmant la stratégie de l'union, a fixé comme but à la rencontre des deux partis la *«vérification»* de l'accord du 21 juin, la *«modération»* des critiques du PCF et sa mobilisation plus forte *«derrière notre politique, tout en gardant sa totale liberté d'opinion»*. Le PS exige donc aujourd'hui une solidarité quasi totale et dans tous les domaines du PCF à la politique gouvernementale, c'est-à-dire à une politique qui n'est pas celle d'un programme commun entre les deux partis, mais celle définie par François Mitterrand, hier dans ses propositions, aujourd'hui dans son action. Déjà, en juin 1981, c'est sur la base des orientations du PS qu'avait été conclu l'accord qui avait débouché sur la constitution du gouvernement. Mais depuis, il y a eu le changement d'orientation de la politique gouvernementale dans le sens de l'austérité pour les travailleurs, intervenu en juin 1982 et accentué en mars dernier. C'est l'ensemble de ces choix que le PS veut aujourd'hui faire partager au PCF, au moins publiquement.

RECONQUÉRIR L'OPINION?

Ce Congrès de l'unité pour soutenir la politique gouvernementale, a aussi été placé sous le signe de la *«reconquête de l'opinion»*. Lionel Jospin a souligné le contexte difficile dans lequel se tenait le Congrès, le fait que *«l'opinion publique regimbe devant la politique de rigueur. Une partie de l'électorat de gauche, une fraction de ceux qui nous avaient rallié en 1981 pour défaire l'équipe conservatrice au pouvoir, se détourne, il faut l'admettre, pour le moment de nous, parce que leurs conditions d'existence difficiles n'ont pas assez changé, parce que les espoirs mis en nous étaient excessifs, parce que le matraquage de l'opposition de droite est relativement efficace.»*

Cette reconquête de l'opinion est cependant envisagée par le Congrès essentiellement par une meilleure explication de la politique gouvernementale, une mise en valeur des réformes effectuées, une dénonciation des projets de la droite. Alors que ce sont le chômage qui dure et qui risque de s'aggraver, le pouvoir d'achat qui baisse, les menaces sur la protection sociale, les conditions de vie toujours aussi difficiles sinon plus, les rapports sociaux inchangés qui sont à la source du mécontentement, de la désaffection, du désarroi croissants parmi les travailleurs. Les propositions adoptées par le Congrès du PS sont bien insuffisantes pour apporter des réponses et permettre d'inverser le cours des choses, car elles ne s'attaquent pas aux causes de la situation. Les appels à la mobilisation ou à *«reprendre l'offensive contre la droite»* supposent une tout autre politique.

Pierre BAUBY

CONSEIL D'ÉTAT: UNE JURIDICTION EXPÉDITIVE...

Le 7 juillet 1980, Pierre Bauby, candidat du PCML à l'élection présidentielle de 1981, avait déposé une requête en Conseil d'Etat pour faire annuler une circulaire du 30 novembre 1979 du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Bonnet. Cette circulaire mettait des conditions draconiennes à la délivrance des formulaires nécessaires pour recueillir les 500 parrainages obligatoires pour toute candidature à l'élection présidentielle : refus de les remettre aux candidats, obligation pour les élus de se rendre à la préfecture de leur département, blocage des formulaires jusqu'à une date rapprochée de l'élection.

La requête suivit le cours de son instruction pendant l'hiver 1980-81, mais ne fut pas jugée, malgré des demandes répétées, avant l'élection présidentielle. On aurait pu croire le dossier enterré. Mais la requête vint en séance publique le... 12 septembre dernier, plus de trois ans après son dépôt. Considérant que la Constitution donne au Conseil constitutionnel le pouvoir de proclamer définitifs les résultats de l'élection présidentielle, ce qu'il a fait en mai 1981, le Conseil d'Etat n'avait plus qu'à déclarer qu'il n'y avait plus lieu à statuer sur la requête!

PCML *Flash* Hebdomadaire
Presse d'Aujourd'hui B.P. 90 — 75962 Paris Cedex 20 Tél. 16 (1) 366 71 53
TRAVAILLEURS Mensuel

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois : 80.00F ☐ soutien : 100.00F ☐
12 mois : 150.00F ☐ soutien : 200.00F ☐

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Presse d'Aujourd'hui — B.P. 90 — 75962 Paris Cedex 20

Ecrire dans les cases en MAJUSCULES, ne rien inscrire hors des cases

Nom ou raison sociale
Rue ou lieu-dit
Bureau non distributeur
Code postal
Bureau distributeur

Si vous êtes déjà abonné, renvoyez votre étiquette corrigée s'il y a lieu.

Travailleurs de novembre rassemble les textes du Ve Congrès du PCML, notamment la résolution *«Avec les travailleurs et les peuples du monde, pour le renouveau du communisme»* — Encore disponible.

LE MONDE EN BREF

● LE PRÉSIDENT CHADLI A PARIS

La visite en France du président Chadli aura manifesté avec éclat que le gouvernement français a accepté que la page du colonialisme en Algérie soit définitivement tournée. Les convergences constatées par l'Algérie et la France à propos des conflits en cours dans le monde doivent aider à des règlements locaux et au maintien de la paix. Si la France met ses actes en concordance avec ses engagements, ses relations avec l'Algérie seront, suivant le propos du président algérien, *«mises en position de prendre valeur de modèle»*, pour de nouveaux rapports politiques et économiques entre le Nord et le Sud. Il y va des intérêts des peuples algérien et français et des peuples du monde. La presse algérienne a évoqué *«une coopération orientée vers le long terme»*, fondée *«sur la confiance réciproque»*. Il faut que l'avenir des relations bilatérales des deux pays reste conforme à ces espérances. La défaite du racisme et l'égalité des droits des travailleurs algériens avec ceux des français exigent d'en être les premières manifestations concrètes.

● COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE D'AFRIQUE CENTRALE

Onze pays d'Afrique centrale, comptant 70 millions d'habitants, viennent de créer une communauté économique dont le but est de réduire graduellement leur dépendance économique par rapport aux pays impérialistes et d'accélérer leur développement par la coopération. Au cours d'une période transitoire de 8 ans, seront mises en œuvre la suppression des barrières douanières entre les pays membres, la fixation d'un tarif extérieur commun et la coordination des politiques économiques.

Ce nouvel exemple du développement de la coopération Sud-Sud vise à répondre aux conséquences de la crise que les pays impérialistes font payer aux pays africains par la baisse des cours des matières premières, l'augmentation des prix des produits importés, l'augmentation de l'endettement, les conditions draconiennes mises à tout nouveau prêt, en particulier de la part du FMI. Ainsi sont créées de meilleures conditions pour accroître l'autonomie des pays du Tiers Monde et développer la lutte pour l'indépendance économique.

P.B.

● ODIEUSE SUPERCHERIE DU RÉFÉRENDUM EN AFRIQUE DU SUD

Odieuse supercherie constitutionnelle en Afrique du Sud : 2,7 millions d'électeurs blancs ont adopté par référendum une nouvelle Constitution... donnant le droit aux 2 500 000 Métis et 800 000 Indiens d'élire des chambres spécifiques mais sans grands pouvoirs. Quant aux 25 millions de Noirs, plus de 70% de la population sud-africaine, ils continueront à être exclus de tout pouvoir et seront même privés de leur droit à la nationalité. Cette opération visant à tromper la communauté internationale perpétue et renforce le système de racisme institutionnalisé, l'apartheid. Condamnée par l'OUA et de nombreux pays africains, cette Constitution l'a été par les Noirs d'Afrique du Sud. Le représentant de l'ANC en Tanzanie l'a qualifiée de *«produit de la peur»* inspiré par l'essor de la lutte de libération des Noirs, tandis que le PAC a renouvelé sa condamnation du régime raciste d'Afrique du Sud. Une résolution de l'ONU a déclaré nulle et non avenue la nouvelle Constitution sud-africaine par 141 voix pour, 7 abstentions et aucune contre.

● GENEVE : COLLOQUE SUR LES RÉFUGIÉS AFGHANS

Selon le Haut commissariat aux Réfugiés de l'ONU, il y avait 2,3 millions de réfugiés afghans au Pakistan, le nombre de réfugiés en Iran étant difficilement chiffrable. L'Afghanistan est donc le pays qui compte, de loin, le plus grand nombre de réfugiés hors de ses frontières. Le Bureau international Afghanistan (BIA), présidé par Laurent Schwartz, réunissait au début du mois de novembre un colloque sur la situation de ces réfugiés. Plusieurs intervenants firent remarquer que tout se passait comme si l'URSS pratiquait une politique de la terre brûlée, faisant fuir les paysans qu'elle bombarde, plutôt que de s'en prendre directement à la résistance (cf. *Travailleurs* n°5). Mais si la situation des réfugiés contraints à l'exil au Pakistan ou en Iran est dramatique, celle des «réfugiés de l'intérieur» est encore plus sombre, puisqu'on ne peut les aider qu'illégalement, comme l'avait fait, à ses dépens, le docteur Augoyard.

C'est pourquoi le texte final de ce colloque veut faire avancer le droit international, en agissant pour que ce type de réfugiés puisse obtenir une protection juridique.

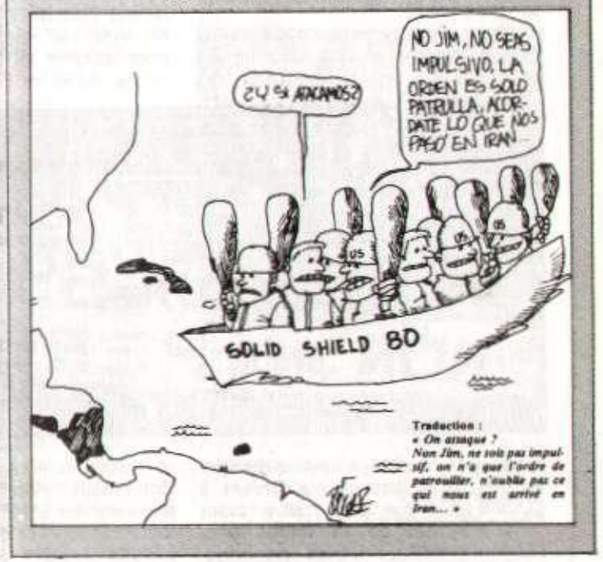
Ph. R.

● NICARAGUA : INVASION U.S. IMMINENTE?

Les menaces US d'invasion du Nicaragua se font de plus en plus précises. 25 000 hommes des armées guatémaltèque, salvadorienne, hondurienne et des groupes somozistes, armés et encadrés par l'impérialisme américain, auxquels il faut ajouter 5 000 soldats US qui manœuvrent au Honduras, sont massés aux frontières du Nicaragua. Les flottes américaines encerclent également le pays. Daniel Ortega, chef du gouvernement nicaraguayen, vient de souligner que les Etats-Unis veulent envahir le Nicaragua d'une manière analogue à celle qu'ils ont utilisée à La Grenade.

Les menaces sont si réelles que les quatre pays du groupe de Contadora — Mexique, Panama, Colombie, Vénézuela — multiplient leurs initiatives pour une solution pacifique.

P.B.



Dans *Prolétariat* n°26-27, dans un article *«Protectionnisme, impérialisme et socialisme»* François Larguier examine le mot d'ordre *«Produisons français»* et souligne des points de désaccord et d'interrogation à leur sujet. Il propose des mesures économiques de rupture avec l'impérialisme que devrait mettre en œuvre une France socialiste, indépendante et solidaire du Tiers Monde. A demander à Presse d'Aujourd'hui (12,00 F + port). Abonnement : 4 numéros, 50,00 F.

L'EQUILIBRE DES FORCES

PRETEXTE A LA COURSE AUX ARMEMENTS

L'échéance fatidique de décembre 1983 pour la réussite des négociations de Genève sur les euromissiles, est arrivée. C'est l'échec, on le sait et c'était prévisible.

Pourtant, on peut dire que l'année 1983 a été fertile en propositions et contre-propositions américaines et soviétiques concernant les 240 SS20 (720 têtes) soviétiques installés en Russie d'Europe et les 108 Pershing II et 464 missiles de croisière (774 têtes) américains qui devraient être installés (et sont en cours d'installation) en Grande-Bretagne, RFA, Italie, Belgique et Pays-Bas.

LA LOGIQUE SOVIÉTIQUE

L'objectif fixé par les militaires pour 1985 est l'installation de 600 SS20 devant remplacer les «vieux SS4 et SS5» qui n'ont que les défauts de ne pas englober toute l'Europe et d'être beaucoup moins précis. L'armée soviétique regrette d'ailleurs que «les finesses diplomatiques» la ralentissent dans son programme.

Toutes les propositions soviétiques depuis deux ans, n'ont tendu qu'à une seule chose : la non-installation des Pershing II considérés comme déséquilibrants, mais surtout n'accordant à l'Union soviétique qu'un préavis (avant le coup au but) de 10 minutes. Aussi l'Union soviétique a-t-elle successivement proposé le gel d'installation des SS20, puis leur limitation, puis leur réduction et même leur démantèlement en équivalent de l'armement français et anglais (28 août dernier). Après avoir lancé ce magnifique pavé dans la mare de l'OTAN, elle a signifié que l'installation du premier Pershing serait la rupture des négociations et l'obligerait à *«prendre sans délai des contre-mesures en vue de préserver l'équilibre des forces»* (M. Tikhonov, 20 septembre). A la même date, l'Union soviétique révèle, d'une part la présence d'armes nucléaires sur le sol des pays du Pacte de Varsovie (ce qu'elle avait toujours démenti jusqu'à présent) et d'autre part qu'elle envisage de placer de nouveaux missiles, le SS21, dans ces pays, ce qui n'a rencontré que très peu d'enthousiasme de leur part, voire de l'hostilité de la part de la Hongrie et de la Roumanie.

LA LOGIQUE AMÉRICAINE

Les missiles américains sont destinés à rééquilibrer le rapport des forces en Europe. Tous les alliés de l'OTAN sont unanimes à reconnaître le déséquilibre créé depuis 1977 (date où la situation était reconnue globalement équilibrée lors des négociations SALT II) par l'installation des SS20; mais ils ne sont pas non plus enthousiastes pour accepter sur leur sol de nouvelles armes. Aussi les Etats-Unis ont-ils été contraints de revenir sur leur proposition initiale : «l'option zéro» —démantèlement des SS20 et non-installation des Pershing— et de proposer soit un plafond global de 420 têtes réparties en Asie et en Europe pour les deux (16 novembre), soit de ne pas compenser entièrement les SS20 en Europe par des missiles américains. Dans les deux cas de figure, demeurent les Pershing, car, selon les stratèges, la non-installation des Pershing serait absurde; il ne s'agit pas tellement de restaurer un équilibre nucléaire quantitatif mais plutôt de mettre l'Union soviétique sous la menace nucléaire directe des USA ce qui équilibrerait ses puissantes forces conventionnelles. Les Pershing et les SS20 sont donc pour les superpuissances des éléments essentiels de leur stratégie en Europe, qui est d'acquérir une supériorité manifeste sur l'autre.

«L'ÉQUILIBRE DES FORCES», C'EST L'ORDRE BIPOLAIRE

La volonté de justifier constamment la nécessité de maintenir l'équilibre des forces dans le but de garantir la paix en Europe, relève de l'imposture, car dans cette logique, l'équilibre est un moment dans la course aux armements comme moyen de la supériorité. Depuis trois ans, il paraît de plus en plus clair aux yeux des Européens que les Etats-Unis et l'Union soviétique y mettront tous les moyens et s'y activeront à tout prix.

«A tout prix», cela veut peut-être justement signifier la comptabilisation de l'armement français et anglais comme l'a proposé Andropov et comme seraient tentés de le faire les Etats-Unis. Pour tous les deux, cela serait effectivement très commode de s'entendre pour réduire l'armement des autres au lieu du leur : détourner l'attention européenne; mais cela ne changerait strictement rien à la situation en Europe, car il est bien évident que si les Etats-Unis jouent ce jeu ce sera pour préserver leurs Pershing et rien d'autre.

Dans le contexte de l'aggravation de la tension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique dont l'Europe (Ouest et Est) est l'enjeu, il importe plus que jamais aux Européens de résister aux pressions énormes que les superpuissances nous font subir pour nous embarquer dans leur croisade : *«Ni Pershing, ni SS20»* reste le seul objectif valable pour les Européens. C'est la seule voie pour échapper à la logique bipolaire et affirmer à la fois notre volonté de ne pas nous laisser désarmer moralement et physiquement et notre volonté d'être maître de notre destin.

Estelle DELMAS

PRESERVER L'INDEPENDANCE DE L'OLP

Interview d'Amine Abou Hassira, chef-adjoint du Bureau de l'OLP en France

■ L'OLP et le peuple palestinien viennent de traverser des moments difficiles, en particulier à Tripoli, avec l'offensive des dissidents palestiniens et de l'armée syrienne. Aujourd'hui, il y a une trêve. Pourquoi cette agression contre l'OLP?

A travers cette agression syro-libyenne, on a essayé de récupérer l'OLP, de récupérer la carte palestinienne en vue d'éventuelles et hypothétiques négociations globales au Proche-Orient. Les Syriens ont voulu renforcer leurs positions face aux Américains et aux Israéliens. Ils disposent de leur présence au Liban et dans la Bekaa et veulent une autre carte, une OLP soumise à leur volonté et à leurs ordres. La volonté d'indépendance de la direction légitime et historique de l'OLP, avec à sa tête Yasser Arafat, est un obstacle à la réalisation de cet objectif. Aussi les Syriens ont-ils voulu changer la direction de l'OLP par tous les moyens, en s'appuyant sur une dissidence interne. Mais celle-ci n'a ni le poids, ni surtout la force militaire qui lui permettraient de bombarder Tripoli et de menacer militairement les forces de l'OLP. Les dissidents ne font qu'exécuter les ordres des généraux syriens.

■ Malgré la répression quotidienne, il y a eu, en Israël et en Cisjordanie occupée, des manifestations importantes de soutien à l'OLP.

Le peuple palestinien tout entier, qu'il soit dans les territoires occupés ou en exil, soutient Yasser Arafat, la direction légitime de l'OLP, élue démocratiquement et qui représente les aspirations nationales du peuple palestinien à l'indépendance, au retour et à la création d'un Etat palestinien indépendant. Les Palestiniens, surtout dans les territoires occupés, dans les camps de réfugiés à Damas, combattent le complot syrien qui vise à faire ce que l'invasion israélienne du Liban en 1982 n'a pas réussi : détruire l'identité nationale du peuple palestinien, éteindre la voix par laquelle il s'exprime, revendique ses droits et surtout la légitimité historique reconnue par la communauté internationale à l'OLP comme seul et unique représentant du peuple palestinien. Les Israéliens ont voulu liquider l'OLP pour liquider le problème palestinien, mais ils n'ont pas réussi. Ce que fait la Syrie aujourd'hui va dans le même sens.

■ Quelles sont les perspectives actuelles pour la poursuite de la lutte du peuple palestinien?

Au début, nous avons tendu la main aux «dissidents» et avons réalisé un certain nombre de réformes de l'OLP. Mais ce n'est pas ce qu'ils voulaient, c'était un coup d'Etat pour soumettre l'OLP aux ordres syriens, comme le montre la dernière agression des camps du Nord-Liban et de Tripoli. Toute possibilité de négociations avec eux est dès lors exclue. Aujourd'hui, alors que notre existence est menacée, notre but essentiel est de préserver l'indépendance de l'OLP. Il n'y a pas de perspectives de négociations globales, même si on entend parler d'une éventuelle réanimation du plan Reagan, car il ne laisse aucune place au peuple palestinien et à ses représentants. Si on essaye d'imposer une solution qui ne satisfasse pas les droits légitimes du peuple palestinien au retour, à la création d'un Etat indépendant, nous nous y opposerons. Ce sera comme l'accord de Camp David, devenu lettre morte.

■ La France et l'Europe peuvent-elles jouer un rôle positif pour que le peuple palestinien retrouve sa patrie et son Etat?

Je veux tout d'abord adresser tous mes remerciements au gouvernement français pour le rôle positif qu'il vient de jouer aussi bien au Conseil de sécurité que pour la libération des prisonniers palestiniens, rôle que le président Yasser Arafat a beaucoup apprécié et pour lequel il a envoyé un message de remerciements au président Mitterrand. Si la France, avec les pays européens, continue à agir dans ce sens et joue un rôle indépendant, elle pourra contribuer à trouver une solution globale et juste à la crise du Proche-Orient, elle pourra être une puissance amie du peuple palestinien dont le problème est le fondement de la crise au Proche-Orient. Mais l'action doit être totalement indépendante de toute pression extérieure.

Il faut que l'Europe parle en tant que telle pour qu'elle soit entendue et que son action soit efficace. La France doit avoir une volonté d'agir indépendamment de telle ou telle puissance ou superpuissance dans la région.

Propos recueillis le 29 novembre 1983

A l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le Secrétariat du PCML a envoyé un message de solidarité à Y. Arafat, président de l'OLP. Il y renouvelle son exigence de reconnaissance de l'OLP par le gouvernement français.

Une tradition d'indépendance

OLP

Il y a bientôt dix ans, l'ONU, adoptant sa résolution 3236, le 22 novembre 1974, a réaffirmé les droits inaliénables du peuple palestinien, droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales, droit des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens. Elle a dans le même temps reçu Yasser Arafat et attribué le statut d'observateur à l'OLP dans les différents organismes internationaux. Au Proche-Orient, c'est une autre histoire. Les dirigeants israéliens continuent de qualifier l'OLP de «bande de terroristes», cette thèse correspondant à leur négation pure et simple du peuple qu'ils ont expulsé manu militari de Palestine il y a 35 ans! Les pays arabes, quant à eux, reconnaissent en l'OLP le représentant politique du peuple palestinien; pour autant ces quinze dernières années, les tentatives n'ont pas manqué pour subordonner l'OLP aux intérêts de tel ou tel pays. Carte jordanienne? Carte syrienne? L'OLP a joué et joue la «carte palestinienne», garantie de la victoire de la cause de son peuple.

L'OLP, «TOUR DE FORCE»

A Tripoli, ces dernières semaines, les armes de combattants palestiniens se sont tournées contre d'autres combattants palestiniens, exacerbation de conflits internes à l'OLP surgis publiquement en mai dernier. On aurait tort d'en conclure à «la fin de l'OLP» ou de mettre en cause sa représentativité politique. L'OLP constitue un véritable tour de force contre la dispersion géographique d'un peuple sans terre et contre la diversité des situations de ses différentes composantes. Dispersion géographique : en 1980, 623 000 Palestiniens vivent en Israël, 688 000 en Cisjordanie, 400 000 à Gaza, occupées l'une et l'autre par Israël depuis 67, et plus de 2 millions sont dispersés en Jordanie (920 000), au Liban (400 000), en Syrie (250 000), au Koweit (250 000) et dans d'autres pays arabes. Diversité de situations entre les Palestiniens réfugiés et les autres, ceux qui sont allés de camps en camps, de Jordanie à Beyrouth, de Saïda à Tripoli... et de ceux qui sont sous le joug sioniste depuis 48 en Israël ou qui subissent la colonisation depuis 67. C'était une véritable gageure que des hommes et des femmes dispersés, vivant des difficultés différentes, ayant des intérêts divers, se retrouvent dans une seule organisation politique, l'OLP. Ces dernières semaines, des Palestiniens ont manifesté, parfois au prix de leur vie, leur soutien à l'OLP et à son dirigeant Yasser Arafat aux quatre coins de la dispersion palestinienne : à El Aqsa, dans Jérusalem occupée, à Naplouse, Gaza, à l'Université de Bir Zeit, forteresse de la culture et de la conscience intellectuelle palestiniennes, mais aussi dans les camps de Syrie et dans ceux de Nahr el Bared et de Baddaoui après le repli des combattants.

L'organisation de l'OLP reflète cette dispersion et cette diversité, regroupant plusieurs organisations aux stratégies et tactiques parfois fort différentes : le Fath, dont l'organisation militaire Al Assifa représente l'essentiel du potentiel militaire de l'OLP; le FPLP (Front populaire pour la libération de la Palestine), le FDPLP (Front démocratique...); s'y ajoutent des organisations très liées à différents pays arabes : la Saïka, liée à la Syrie, le FLA à l'Irak, le FPLP-CG (commandement général) sous influence syrienne et libyenne, notamment. Chaque organisation garde une importante autonomie organisationnelle, politique et militaire, et les décisions sont parfois longues et difficiles à prendre dans ces conditions; elles exigent beaucoup de débats et sont exposées à bien des interférences externes, celles des pays arabes notamment. Le Conseil national palestinien —CNP—, sorte de Parlement, est recomposé tous les trois ans par accord entre les différentes organisations; il comprend des représentants des organisations armées (cf. plus haut) et des représentants des organisations de masse (étudiants, syndicats, écrivains...) et des «indépendants», souvent des représentants des territoires occupés. Le Comité exécutif est élu par le CNP; lors du dernier CNP, à Alger en février 83, 14 dirigeants ont été élus dont 6 «indépendants», 3 membres du Fath, dont le président Yasser Arafat, et un membre de chaque organisation, FPLP, FDPLP, Saïka, FPLP-CG et FLA. On comprend ainsi les spécificités de l'OLP, sans territoire propre, sans «zone libérée», s'efforçant de refléter et d'organiser une dispersion et une diversité extrêmes, en partie dépendante du monde extérieur et du coup sans cesse soumise aux pressions des pays arabes. Autant de difficultés particulières à surmonter pour mener le combat contre l'occupant sioniste que soutient l'une des deux plus grandes puissances du monde.

QUINZE ANS DE COMBATS POUR L'INDÉPENDANCE

Aussi le combat contre Israël et son expansion a-t-il exigé en permanence une lutte implacable pour défendre l'indépendance de décision de l'OLP. Trois dates illustrent comment l'OLP s'est peu à peu forgée dans le combat contre le sionisme, tout en luttant sans cesse pour préserver son indépendance : 1968, 1974 et 1983.

1968, c'est un an après la défaite des pays arabes de juin 67. L'OLP, créée en 64 sous l'égide de la Ligue arabe, acquiert l'autonomie politique vis-à-vis des pays arabes vaincus, établit la priorité de la libération de la Palestine par rapport au mouvement de libération de la nation arabe en général et adopte la stratégie de lutte armée (1). L'article 28 de la nouvelle Charte de l'OLP est sans ambiguïtés : *«Le peuple arabe palestinien revendique l'authenticité de sa révolution nationale et son indépendance et il rejette toute forme d'ingérence, de mise en tutelle et de satellisation.»* Ainsi, l'aspect palestinien de la lutte est mis en avant, sans pour autant rompre la solidarité avec la cause arabe. L'indépendance palestinienne se paiera chèrement deux ans plus tard en Jordanie, lors des affrontements sanglants de «Septembre noir» entre la Résistance et l'armée jordanienne; elle s'est heurtée alors aux intérêts de la royauté hachémite de Transjordanie qui s'était annexé la rive occidentale du Jourdain palestinienne après la guerre de 48, devenue «Cisjordanie» (2). L'OLP doit se défendre de la prétention jordanienne à contrôler l'avenir du peuple palestinien.

1974, c'est un an après la guerre d'octobre 73 qui oppose une nouvelle fois les pays arabes, l'OLP et Israël. Les territoires occupés depuis 67 ne sont pas recouvrés. En Cisjordanie et à Gaza toujours occupées, s'est peu à peu levé et organisé le sentiment national **palestinien**; la Résistance palestinienne qui avait jusqu'alors comme bases d'appui les camps de Jordanie, puis après 71 essentiellement ceux du Liban, fait jonction avec le «Front national palestinien» créé en août 73 dans les territoires occupés. L'OLP devient pleinement représentative du peuple palestinien dans son ensemble. C'est la période de ses grandes victoires diplomatiques : reconnaissance de l'OLP comme *«seul représentant du peuple palestinien»* à la Conférence d'Alger des non-alignés de septembre 73 et au Sommet arabe de Rabat de 74, même reconnaissance par le Sommet islamique de Lahore en 1974, participation de Yasser Arafat à l'Assemblée générale de l'ONU en novembre 74, etc. C'est alors, aussi, que l'OLP formule pour la première fois l'idée de *«l'édification d'un pouvoir national indépendant et combattant du peuple sur toute partie de la terre palestinienne libérée»* lors du CNP du Caire de juin 74. Les années suivantes, alors que l'armée israélienne multiplie les attaques contre le Sud-Liban, la Résistance palestinienne se trouve peu à peu entraînée dans les conflits armés internes au Liban où elle a acquis une sorte de «souveraineté» territoriale à la suite des accords libano-palestiniens de 1969 (3). Aussi se heurte-t-elle bientôt aux intérêts de la Syrie qui intervient militairement en 1976 au Liban même. En juin 76 et durant l'été et l'automne, pour la première fois, l'armée syrienne tire sur les Palestiniens. Déjà la liberté de décision de l'OLP est en jeu vis-à-vis de la Syrie, condamnée par la Conférence arabe de Ryad en octobre.

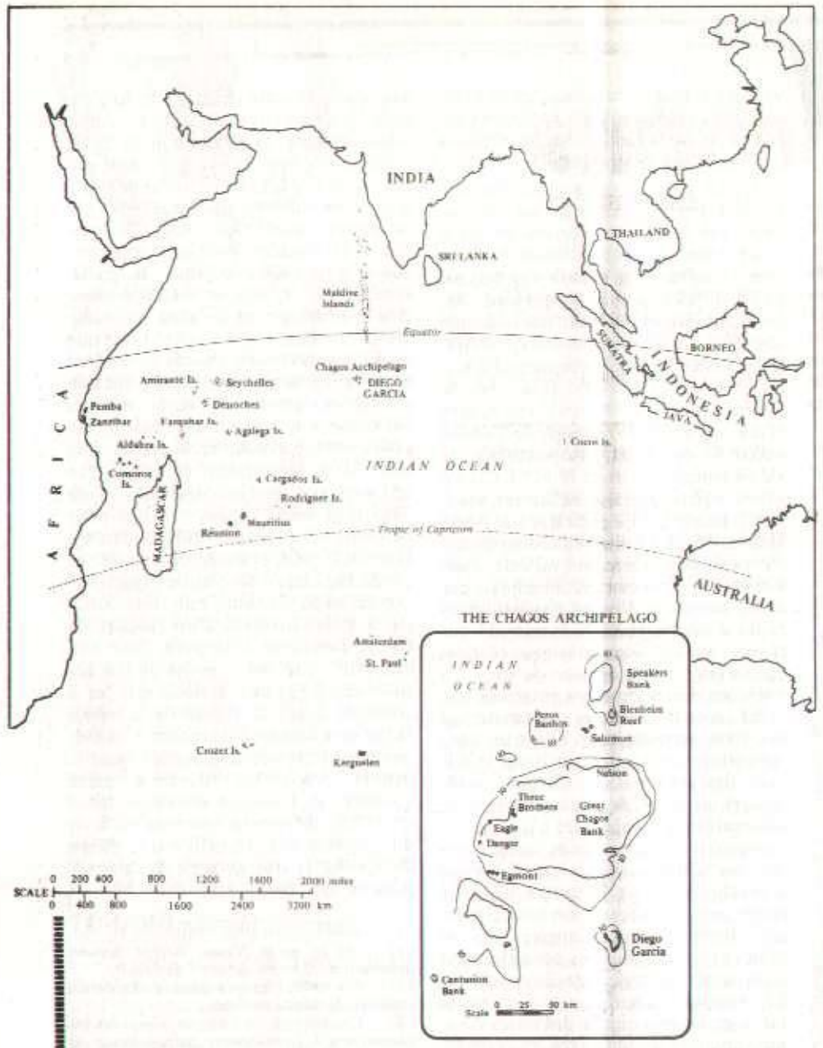
... EN 1983?

Et aujourd'hui? Les menaces contre l'indépendance de l'OLP interviennent un an après l'invasion israélienne du Liban : l'OLP a dû quitter Beyrouth; le Liban connaît une partition de fait : le Sud est quasi annexé par Israël, une large partie de son territoire est occupée par l'armée syrienne, les contradictions internes à la communauté libanaise ont de nouveau éclaté à Beyrouth et autour. L'internationalisation des conflits s'accentue de jour en jour. Une partie des forces armées de l'OLP qui s'était regroupée dans les deux camps de Nahr El Bared et de Baddaoui va devoir quitter le Liban, après avoir subi les coups conjoints de l'armée syrienne et de «dissidents» palestiniens de l'OLP. Pourquoi cela?

Qu'en est-il de cette «dissidence»? Il n'est pas nouveau que des dissensions sur des points décisifs secouent l'OLP. Ainsi, après le CNP de 1974, se crée le *«Front du refus»* regroupant FPLP, FPLP-CG et FLA, qui sont contre toute éventuelle solution politique négociée, condamnent le voyage d'Arafat à l'ONU et les élections municipales en Cisjordanie (4). Les accords de Camp David de 78 (5) ressoudent l'OLP et le FPLP réintègre le Comité exécutif en 1981. Aujourd'hui, la «dissidence» regroupe le FPLP-CG de Ahmed Jibril, la Saïka et fait nouveau, une fraction du Fath dirigée par Abou Moussa (6). La *Revue d'Etudes palestiniennes* publie, dans son numéro d'automne 83, le mémorandum adressé par Abou Moussa au Conseil révolutionnaire du Fath réuni le 27 janvier 83 qui résume ses critiques politiques et d'organisation : refus du plan de Fès (7), critiques des discussions entamées par l'OLP avec la Jordanie, condamnation des liens renoués avec l'Egypte, condamnation des contacts pris par l'OLP avec des organisations de paix israéliennes, critique de l'éparpillement et affirmation de la nécessité d'un regroupement des forces armées palestiniennes au Liban, critique de l'absence d'«évaluation» de la guerre de Beyrouth, de la non-épuration des défaitistes, demande d'un Congrès, etc. A l'évidence, les nouvelles conditions de lutte après le départ de Beyrouth de 82, nouvelle dispersion des combattants et amenuisement des bases d'appui, coupure de fait entre les combattants exilés et la grande masse des réfugiés, ont été la base de ces remises en cause violentes tant politiques qu'organisationnelles. Or, le Conseil national palestinien d'Alger de février 83 ne désavoue pas l'action politique et diplomatique entreprise par l'exécutif de l'OLP, accepte le plan de Fès, ne met pas de veto aux contacts avec des «forces de paix» israéliennes. Aussi les bases des dissenssions subsistent-elles et la cassure s'accroît jusqu'à la «rebellion» de certaines unités armées dirigées par Abou Moussa dans la Bekaa en mai 83 et jusqu'à l'encerclement de Tripoli. Et pourtant, les instances dirigeantes du Fath et de l'OLP ont reconnu le bien-fondé de certaines critiques d'organisation, et annoncé la préparation d'un Congrès pour début 84. Mais si les armes ont pris néanmoins le dessus, c'est qu'entre en jeu, une fois encore, l'intervention syrienne. Amin Abou Hassira explique que la Syrie cherche à ajouter la «carte palestinienne» dans le cadre de négociations face aux Américains et aux Israéliens (8); ne pouvant contrôler l'OLP, elle cherche à la liquider. Politique apparemment surprenante puisque la Syrie, comme l'OLP, ont le même ennemi israélo-américain et qu'elles ont longtemps combattu côte à côte! C'est que les dirigeants syriens, assurés du soutien et de la logistique soviétiques, ont une conception étroite de leurs «intérêts nationaux» qui inclut un droit de regard sur le Liban et un droit d'accès à la mer via le Nord-Liban et Tripoli (ce qui explique que les organisations de Tripoli se soient alliées à l'OLP pour défendre leur propre indépendance). Une OLP indépendante défendant les droits nationaux du peuple palestinien constituerait aujourd'hui un obstacle à l'établissement d'un rapport de forces favorable à la Syrie face aux Etats-Unis : tel est le point de vue actuel des dirigeants syriens qui les a conduits à agir à Tripoli de la même façon que Sharon à Beyrouth. Ces événements graves et douloureux pour le peuple palestinien montrent assez combien la tradition d'indépendance de l'OLP chèrement conquise vis-à-vis des pays arabes, constitue une pierre de touche et une garantie de la poursuite de son combat national.

Camille GRANOT

(1) Un an après, Yasser Arafat devient président du Comité exécutif de l'OLP.
(2) En 1949, l'Egypte quant à elle s'était attribuée la bande de Gaza.
(3) Ces accords du Caire de novembre 69 permettent à la résistance palestinienne de s'organiser et de s'installer au Liban.
(4) Lors des élections municipales en Cisjordanie en avril 76, les listes «pro-OLP» recueillent 80% des voix et les conseils municipaux deviennent des bases de la Résistance à l'occupation.
(5) Accord de paix israélo-égyptien de septembre 78 conclu sous l'égide américaine qui ne reconnaît pas les droits du peuple palestinien. L'OLP s'oppose à cet accord.
(6) Le FPLP et le FDPLP, tout en exprimant des réserves par rapport au fonctionnement de l'OLP, ont condamné l'action militaire des «dissidents» et de la Syrie et appelé au règlement pacifique des contradictions.
(7) Plan de paix adopté au Sommet arabe de Fès de septembre 82 où est envisagée l'édification d'un Etat palestinien sur les territoires occupés en 67, l'ensemble des Résolutions de l'ONU étant reconnues, notamment le plan de partage de 47.
(8) Les tout récents bombardements US de début décembre contre les positions syriennes montrent bien que ce choix va aussi à l'encontre des véritables intérêts nationaux du peuple syrien.



Du golfe Persique au cap de Bonne-Espérance, en passant par le canal du Mozambique, transitent la plupart des pétroliers du monde, transportant 60% du pétrole à destination de l'Europe et du Japon. Cette réalité a amené Américains et Soviétiques à développer leur présence militaire dans la région de l'océan Indien : qui contrôlera ces routes maritimes aura un moyen de pression considérable. USA et URSS supplantent les anciennes puissances coloniales, la Grande-Bretagne et surtout la France, qui était naguère encore la première puissance maritime dans l'océan Indien par le nombre de ses navires en permanence à Djibouti, Mayotte, la Réunion... Cette présence militaire des puissances impérialistes est imposée contre la volonté des pays riverains, voire au prix des marchandages les plus inadmissibles au regard des droits de l'homme et des peuples. L'histoire de l'atoll de Diego Garcia en est un exemple, que rapporte le journaliste John Madeley dans une brochure intitulée *Diego Garcia, a contrast to the Falklands.*

METTRE EN LOCATION CE QUI NE VOUS APPARTIENT PAS

1965 : alors que la Résolution 2066 – XX de l'Assemblée générale de l'ONU stipule qu'à l'occasion de son accession à l'indépendance, le territoire de Maurice ne doit pas être démantelé, le gouvernement travailliste britannique propose aux responsables politiques mauriciens de leur concéder l'indépendance

DIEGO GARCIA

à condition de garder l'archipel Chagos dont fait partie l'atoll de Diego Garcia. Le but de cette opération est révélé en 1966 quand un accord de défense entre Britanniques et Américains prévoit la location pour un bail de 50 ans de l'archipel.

Il y a cependant un écueil : cet archipel a environ 2 000 habitants, qui vivent essentiellement de la culture de la noix de coco, du coprah et de la pêche. Or, le Pentagone ne souhaite pas la présence d'une population indigène dans ce qui va devenir une base militaire et qui, officiellement, n'est en 66 qu'un projet de facilités portuaires.

La Grande-Bretagne va donc, entre 1965 et 1973, envoyer en exil à l'île Maurice 2 000 personnes qui restent des citoyens britanniques, sans le moindre plan de réinstallation et, pour quelques uns, seulement une minuscule compensation financière.

Le gouvernement britannique contrevenait ainsi à l'article 9 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme qui stipule que *« personne ne peut être soumis à un exil arbitraire »*, ainsi qu'à l'article 13 selon lequel *« Chacun a le droit de retourner dans son pays »*.

Rétrospectivement, on peut s'étonner que le gouvernement britannique, en 82, ait attaché tant d'importance aux 2 000 citoyens britanniques des Malouines, alors qu'il en accordait si peu aux 2 000 citoyens britanniques de Diego Garcia. Il est vrai que les uns étaient des colons et les autres des descendants d'esclaves africains, de lépreux et de Tamouls indiens.

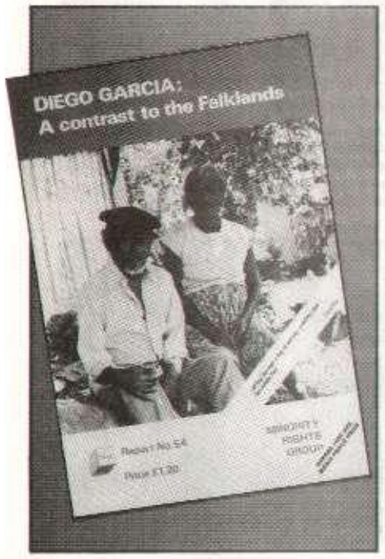
DU DÉSESPOIR A LA LUTTE

Tous les moyens sont bons à la puissance britannique pour se débarrasser de ces 2 000 Ilois indésirables : interdiction de retour dans l'île pour les navires et pour les personnes en voyage ou travaillant à l'île Maurice; fermeture

2 000 habitants contre une superpuissance

des plantations et des activités à partir du coprah, moyennant une somme allouée par le gouvernement britannique d'environ un million de livres aux dirigeants des plantations; suppression des importations alimentaires de l'île (or, les îlois pouvaient certes survivre grâce aux cultures et pêches locales, mais avaient l'habitude en temps normal d'importer comme les Anglais une part notable de leur alimentation).

En 1973 enfin, on transporte de force le restant de la population vers l'île Maurice par une série de traversées à l'aide du *Nordwaer*, un navire destiné au transport du coprah. Un îlois de 28 ans, Christian Simon, se suicide de désespoir au cours d'une traversée. Les exilés grossissent ainsi peu à peu les bidonvilles de Port Louis, capitale de l'île Maurice. Quant au dérisoire dédommagement prévu, la plupart des Ilois ne va la percevoir qu'à partir de 78. De son côté, le gouvernement mauricien reçoit 650 000 livres pour aider à leur réinstallation. Ces sommes, *« l'acquittement complet et définitif des obligations du gouvernement de sa Majesté »*, étaient bien insuffisantes au regard du dénuement des exilés : 1 sur 40 meurt d'inanition ou de misère.



Mais déjà une pétition circulait parmi les Ilois, rendue publique par un journaliste du *Washington Post*. Elle réclamait des lopins de terre, du travail, une maison pour chaque famille, ou à défaut le retour dans les îles Chagos.

Cette pétition recevait l'appui du Mouvement militant mauricien, et d'autres Mauriciens, sous l'égide d'un Front national de soutien aux Ilois.

Le gouvernement britannique opérait un premier recul en offrant une somme globale de 1,25 million de livres mais à la condition que chaque Ilois signe un engagement de non retour. Les Ilois refusèrent massivement cette proposition.

Pendant ce temps, Diego Garcia devenait, d'une simple facilité portuaire, une véritable base militaire, servant de point de départ à l'opération avortée de libération des otages américains en Iran, en avril 80. A la même époque, l'OUA votait unanimement le retour de Diego Garcia à la souveraineté mauricienne. Mais le problème d'un dédommagement correct trouvait seulement sa solution en 82 avec la venue au pouvoir du Mouvement militant mauricien. Sous l'instigation de ce dernier, le Parlement mauricien adoptait lui aussi un projet de loi déclarant Diego Garcia partie intégrante de Maurice.

TRANSFORMER L'OCÉAN INDIEN EN ZONE DE PAIX

Il reste que tant que subsistera la rivalité inter-impérialiste, principalement USA et URSS, dans cette région, de telles situations peuvent se renouveler. Conscient de cette menace, l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'île Maurice, J.C. de l'Estrac, déclarait à l'hebdomadaire *Révolution africaine* du 29/1/82 : *« Les peuples de l'Océan ont très vite réagi à cette menace, et c'est pourquoi depuis plusieurs années, à l'initiative du Sri Lanka, les Nations unies ont voté une résolution à l'effet de transformer l'océan Indien en une zone de paix... Il s'agira donc pour les pays de la région, insulaires et riverains de mener une lutte commune pour la réalisation de cet objectif. C'est pourquoi dans notre programme, nous prévoyons la fermeture de nos ports et aéroports à tous les appareils de guerre étrangers à la région... ».*

Philippe RIJSEL

DE TROMELIN A MAYOTTE... LES MALOUINES DE LA FRANCE?

L'armée française est présente en permanence à Djibouti, malgré son indépendance, dans l'île de la Réunion, à Mayotte (théoriquement jusqu'en 84, et ce, en dépit de la volonté des Comoriens)...

Elle occupe encore l'île de Tromelin, revendiquée, avec l'appui de l'OUA, par le gouvernement mauricien. Le gouvernement malgache a aussi un problème identique avec la France. Pourtant des promesses précises avaient été faites en 81 par Guy Penne, conseiller aux Affaires africaines du président Mitterrand, auprès de représentants mauriciens et malgaches.

Faut-il encore espérer que le gouvernement tienne ses engagements de 81? Ou bien continuera-t-il, comme au Tchad, à défendre dans l'océan Indien les intérêts d'un impérialisme secondaire? En appuyant l'intervention britannique aux Malouines, pensait-il déjà aux Malouines de l'océan Indien?

Mayotte doit réintégrer l'ensemble comorien

COMORES

Jusqu'à quand la France maintiendra-t-elle sa domination dans l'île comorienne de Mayotte?

A un an de l'expiration du statut actuel accordé à l'île comorienne de Mayotte, un remue-ménage s'observe du côté des forces politiques comoriennes comme du côté français.

L'opinion internationale et le peuple comorien en particulier, sont attentifs à la position que prendra le gouvernement français à la session du Parlement qui débattra de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui « le problème de Mayotte».

Huit ans après l'indépendance des îles Comores proclamée le 6 juillet 1975, Mayotte reste encore sous l'occupation administrative et militaire de la France.

Condamnée par les organismes internationaux et par l'opinion démocratique de par le monde, la France continue jusqu'alors de piétiner la souveraineté des Comores indépendantes et d'afficher son mépris à l'égard des chartes et résolutions des organisations internationales notamment celles de l'ONU* et de l'OUA. Et ce n'est pas l'arrivée de la gauche au pouvoir en France qui a changé la situation.

Le renforcement du potentiel militaire français dans l'île ne répond qu'à la seule volonté colonialiste de transformer l'île de Mayotte en une base militaire forte sur laquelle elle peut s'appuyer pour défendre ses intérêts stratégiques dans la région de l'océan Indien et du canal de Mozambique. Le statut actuel de *« Territoire de type particulier au sein de la République française»* accordé à Mayotte et connu sous le nom de *«loi Dijou»* continue de gérer cette partie de la terre comorienne.

A l'approche de l'expiration de ce statut batârd, aucune démarche en faveur de la réintégration de l'île dans l'ensemble comorien n'est entreprise par le gouvernement français. Et pourtant, une lueur d'espoir avait pointé quand l'actuel président de la France avait pris l'engagement de favoriser la réunification des Comores lors de sa campagne aux élections présidentielles de mai 81.

Sans désillusion, nous assistons au maintien d'un statu-quo sur la question. L'idée d'une organisation par la France d'un référendum se confirme de plus en plus et prouve que Mitterrand suit la politique de ses prédécesseurs à la lettre. Et d'ailleurs, la position française au Tchad, aux Antilles, au Liban met en avant sa nature impérialiste. Après les grands discours sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes succède le discours purement néo-colonialiste de la défense par la France de ses intérêts égoïstes et de ses prétendues responsabilités historiques.

Mais le peuple et les patriotes comoriens n'attendent pas le Messie et engagent une lutte intrépide pour défendre l'indépendance et la souveraineté de leur pays.

Alors que les autorités comoriennes attendent l'arbitrage de la France pour une solution de la question de Mayotte, le Front démocratique s'appuie sur le peuple pour exiger une réintégration véritable. Par une série de propositions contenues dans un document rendu publi et connu sous le nom de *« Propositions en 8 points»*, le Front démocratique pose les conditions d'une vraie solution :

—abrogation de la « loi Dijou» érigeant Mayotte en collectivité territoriale française et ce dans toutes ses dispositions.

—publication par le gouvernement français d'une déclaration reconnaissant l'appartenance de Mayotte dans l'ensemble comorien.

Aujourd'hui la balle est dans le camp de la France. Mitterrand entendra-t-il la voix du peuple comorien ou celle des colonialistes de tous bords? Pour sa part, le Front démocratique appelle l'opinion internationale à se mobiliser et à engager la lutte pour la réunification de la patrie comorienne.

Le Front démocratique

*** Une résolution de l'ONU de ce mois de novembre vient de réaffirmer le principe de réintégration de Mayotte à l'ensemble comorien par 115 voix pour, une voix contre (celle de la France) et 24 abstentions.**

PROPOSITIONS DU FRONT DÉMOCRATIQUE

1 – le gouvernement français fait une déclaration reconnaissant l'appartenance de Mayotte à l'ensemble comorien et la reconnaissance des résolutions de l'ONU, de l'OUA, du Mouvement des non-alignés et de la Conférence des pays islamiques.

2 – l'abrogation de la loi « Dijou ».

3 – la dissolution du Conseil général actuel de Mayotte. Administration commune France-Comores pendant une période transitoire de 6 à 12 mois à compter de la dissolution, pour préparer la réintégration. (...)

4 – négociation de l'évacuation des forces françaises basées sur Mayotte.

5 – réaménagement de la Constitution de la RFIC afin de garantir l'autonomie régionale, les libertés démocratique et les libertés politiques (multipartisme).

6 – maintien des acquis sociaux à Mayotte : SMIC, assurance sociale, syndicat et élargissement de ces acquis sur l'ensemble du pays.

7 – libre circulation des biens et des personnes (suppression du passeport). (...)

LA BANDE DESSINEE CHINOISE

Depuis une quinzaine d'années la bande dessinée (la B.D.) a subi une évolution qui en fait aujourd'hui un phénomène de société. Jadis essentiellement destinée à un public enfantin et jeune, elle a aujourd'hui ses « héros » et albums pour adultes. La B.D. rentre aujourd'hui pour une part importante dans le chiffre d'affaires des éditeurs dont certains sont d'ailleurs spécialisés dans cette production.

Preuve de cet engouement, la 15e Convention de la B.D. qui s'est tenue à Paris le week-end du 11 novembre a accueilli plus de 10 000 visiteurs.

Parmi les nombreux stands, nous y avons découvert celui de la Chine. Tenu par les Editions du Centenaire, il présentait un large choix de bandes dessinées en chinois et en français et était animé par la présence de deux dessinateurs chinois, Zhang Jun et Ye Xin. La B.D. chinoise se singularise déjà par un format particulier, celui d'un paquet de cigarettes dans le sens de la longueur, et par l'absence de « bulles ».

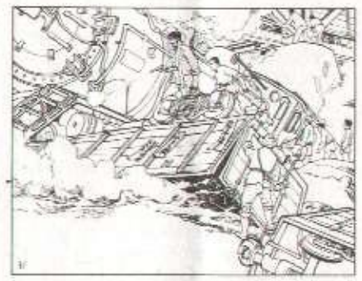
En Chine, chaque B.D. est tirée à des centaines de milliers d'exemplaires et le mensuel *« Journal de la bande dessinée »* tire à un million. Si les thèmes abordés sont divers, elle est avant tout conçue dans un but éducatif. Très populaires, la majorité d'entre elles sont inspirées par la littérature classique et par l'histoire de la Chine.

Quant au style, il s'agit le plus souvent d'un dessin au trait, d'une grande finesse et avec un intense souci du détail.

Par son originalité, par la qualité du dessin, la B.D. chinoise a suscité un vif intérêt de la part du public et elle sera peut-être de nouveau présente dans d'autres manifestations consacrées à la bande dessinée.

Robert VALLOT

Stand des Éditions de Pékin à la 15e Convention (dessin : Ye Xin)



SI L'AME EXISTE...

Il est des disparitions qui laissent à jamais un grand vide. Celle de Manuel Scorza, grande figure littéraire d'Amérique latine, est de celles-là. Un avion s'écrase. Un jardin fertile, ensemencé d'amour et de révolte, meurt. Il venait de terminer un roman (à paraître en janvier prochain). Il en avait trois autres en chantier. Si l'âme existe... celle de Scorza est encre au fil des pages de *« La guerre silencieuse »**. Si l'âme existe... celle de Scorza plane sur le peuple péruvien, sur ces *communeros* indiens organisés en parti politique après la publication de ses romans... L'image de Scorza restera. Ses mots sont la vie...

***Sous le titre général « La guerre silencieuse » : « Roulements de tambour pour Rancas», « Garabombo l'invisible», « Le Cavalier insomniaque», « Le Chant d'Agapito Robles».**

L'ECRAN ANTIRACISTE

Du 15 au 23 novembre derniers se tenaient les *« Journées cinématographiques d'Amiens contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples »*. Troisièmes du nom, elles présentaient un large éventail de films de qualité en provenance de nombreux pays ; entre autres : Brésil, Mozambique, Turquie, Grande-Bretagne, France... Promouvoir un cinéma de qualité, permettre de mieux connaître les autres, leurs différences... ; mieux faire connaître et dénoncer le racisme et les discriminations, tels sont les objectifs de cette manifestation culturelle. A l'heure où la Marche pour l'Egalité sillonnait les routes de France, il convenait de le signaler...

Claude DHALLUIN

Des livres pour les fêtes

L'état des sciences et des techniques

(La Découverte – Maspero)
538 p. – 110,00 F

Conçu dans le même esprit que *L'état du monde* et que *Terre des femmes*, ce livre est une sorte d'annuaire scientifique qui présente d'une part les rapports entre science, technique et société et, d'autre part, un bilan des recherches poursuivies dans divers domaines de 1981 à 1983.

Atlas stratégique – Géopolitique des rapports de forces dans le monde

G. Chaliand, J.P. Rageau (Fayard) – 150,00 F

Ouvrage unique en son genre, il permet de saisir rapidement, grâce aux cartes, l'ensemble des rapports de forces sur le plan historique, culturel, économique et militaire.

Sous le joug

I. Vazov (POF) – 502 p. – 50,00 F

Peu connue, la littérature bulgare semble recéler de grandes œuvres, comme ce roman daté de la fin du siècle dernier et qui retrace l'épopée de la résistance bulgare à l'occupation ottomane.

Bourgeois et soldats

A. Döblin (Pandora) – 454 p. – 96,00 F

Un tableau de la société allemande en novembre 1918 alors que la révolution spartakiste va être écrasée.

En vente – y compris par correspondance – à la librairie :

Les herbes sauvages

70, rue de Belleville
75020 PARIS

Si Yeou Ki – Le voyage en Occident

Wou Tch'eng Ngen (Seuil)
954 p. – 150,00 F

Ce célèbre roman classique chinois du XVI[e] siècle qui a pour héros Sun Yu Kay, le roi des singes, et ses amis a inspiré l'opéra et le cinéma chinois dont le dessin animé *Le roi des singes* est sorti récemment sur les écrans français.

Mouroir

B. Breytenbach (Stock)
322p. – 79,00 F

Ces nouvelles ont été écrites alors que l'auteur était au fond de la prison sur ordre du gouvernement sud-africain. Ecrites dans un style qui évoque le rêve pour dépeindre la réalité, elles constituent un étonnant réquisitoire contre l'apartheid.

Rien qu'une autre année

M. Darwich (Minuit) – 232 p. – 38,00 F

Ce recueil contient des poèmes anciens et récents du poète palestinien qui évoque dans un style sans égal la tragédie de son peuple.

Choix de poèmes

Aragon (Temps actuels)
374 p. – 80,00 F

Pour le premier anniversaire de la mort d'Aragon, un ouvrage qui reprend une excellente sélection de ses poèmes, de *Feu de joie* (1920) au *Crève-cœur* (1941), de *La Diane française* (1944) aux *Adieux* (1958-1973)

L'espace d'un cillement

J. Sthepen Alexis (Gallimard) – 36,00 F

J. Stephen Alexis (Gallimard) – 32,00 F

La redécouverte de l'écrivain haïtien Stephen Alexis qui sut décrire avec une intense émotion et poésie la vie de ses compatriotes et fut assassiné par le dictateur Duvalier en 1961.

Tuta Blu

Di Ciaula (Actes Sud) – 60,00 F

Le journal d'un ouvrier italien : tendresse, humour, révolte... la vie au quotidien dans les années 80 dans le sud de l'Italie.

Au temps d'Anika – La soif

Ivo Andritch (10-18) – 29,00 F

Prix Nobel de littérature en 1961, l'auteur nous fait découvrir les racines de son pays, la Yougoslavie, dans une suite de nouvelles mettant en scène différents personnages populaires.